

Sommaire / Summary

	Algérie : le complexe Tayal de Rélizane réalise ses premières exportations	1
	Asie : la robotisation risque d'accroître l'esclavage en Asie du Sud-Est	3
	Bangladesh : adopt efficient management in apparel : PwC	5
	Bangladesh : minimum wage for RMG workers. Betrayed again ?	8
	Bangladesh : RMG workers to observe hunger strike on July 31	12
	Bangladesh : police foil RMG workers demo in Savar	14
	Bangladesh's apparel industry needs an urgent business transformation plan	15
	Cambodge : une délégation de l'UE évalue la situation en matière de droits de l'homme	18
	Cambodia : EU mission assesses human rights and labour situation	20
	Cambodge, un pays attractif pour le sourcing ; Evalliance y est très actif	22
	Cambodia : clothes exports kick into high gear	24
	Cambodia : GMAC is confident the EU won't suspend EBA scheme	26
	Cambodia : Chinese envoy accuses EU of using EBA to interfere in Cambodia's affairs	29
	Cambodge : les ouvrières convoquées aux urnes	31
	China : apparel to gain from Sino-US trade row	34
	China : police seize 300 tonnes of smuggled garment waste in east China	36
	China : trade war's tariffs may spur relocation to other Asian nations	37
	China-US trade war : the gloves are already off	40
	Chine : le nouveau déguisement du « made in China » s'appelle « made in Vietnam »	44
	Ethiopia GMO move heats up rivalry with Kenya textiles	47
	France : Carnet d'Evalliance : Catherine Abonnenc ajoute une corde à son arc	51
	France : les nouveaux leviers de la consommation	52
	France : Damartex en baisse de 2,4 % pour son exercice 2017-2018	55
	France : la préparation des achats de mode sur internet suivant les âges	57
	France : l'activité de Lectra continue de grimper malgré la menace trumpiste	60
	France : l'habillement licencie à tour de bras	63
	France : former aux nouveaux métiers de la mode	66
	France : Paul Boyé va gérer l'habillement des policiers et des gendarmes	70
	France : Lectra s'envole grâce à un deuxième trimestre bien meilleur	71
	India : fabrics prices to drop post GST cut	74
	Maroc : les enseignes locales préparent une nouvelle riposte contre les produits turcs	76
	Myanmar : garment factories shutter rising wages, land leases	78
	Nepal : a post mortem of Nepal's garment boom	81
	Tunisie : demande de rencontre avec Youssef Chahed pour discuter du textile	86
	Tunisie : les industriels du textile et du cuir haussent le ton	88
	Turkey : Yunsa, one of the most valuable Turkish brands	89
	USA : AAFA applauds decision to hold talks to remove new and existing trade barriers	91
	Vietnam : les exportations textile-habillement devraient atteindre 35 milliards US\$	92
	Vietnam-Pays Bas : promotion du dialogue social dans le secteur textile	94
	Vietnam : l'EVFTA bénéficiera aux entreprises européennes et vietnamiennes	96

Textile / Le complexe Tayal de Rélizane réalise ses premières exportations

Par

La rédaction

-

27 juillet 2018

La société algéro-turque Tayal a procédé, le jeudi 26 juillet, à sa première opération d'exportation de filés coton fabriqués dans le pôle des industries textiles de Rélizane.

L'opération qui a été lancée en présence du ministre de l'Industrie Youcef Youssfi a consisté en des expéditions de ce produit textile vers plusieurs pays tels que le Portugal, la Belgique, la Pologne et la Turquie, selon le communiqué de l'entreprise qui a également annoncé que les exportations se poursuivront durant le mois d'août, « notamment vers les pays d'Europe d'où elle a reçu des ordres de commandes tel que l'Allemagne, l'Italie ainsi que la France ».

« En Algérie, 90% du besoin des produits textiles est fourni par importation, dorénavant l'Algérie est devenue un pays exportateur dans le domaine avec la société TAYAL SPA. La mise en œuvre progressive de la première étape de notre investissement conçu pour une durée de dix ans apportera une contribution de 300 million dollar à l'économie nationale. Progressivement, le montant de la contribution sera augmenté pour atteindre au-delà de 1 milliard de dollar dans dix ans », a déclaré Mesut Toprak, PDG du Groupe Tay, en marge de la cérémonie officielle qui a marqué cette première exportation du groupe.

La contribution du groupe Tayal SPA à l'économie algérienne « est estimée à une valeur égale à 300 millions de dollars par an », a indiqué le groupe dans son communiqué qui prévoit que cette contribution dépassera le milliard de dollars « à la fin de la réalisation entière du complexe.

Rédaction AF

LA ROBOTISATION RISQUE D'ACCROITRE L'ESCLAVAGE EN ASIE DU SUD-EST

C'est une autre conséquence de l'automatisation. En Asie du Sud-Est, où les emplois peu qualifiés sont la norme dans les secteurs textile, manufacturier ou électronique, des millions de postes vont être remplacés par des robots d'ici 20 ans. Cela va accroître la concurrence entre des travailleurs prêts à baisser encore leurs exigences et à accepter des conditions de travail pouvant être assimilées à de l'esclavage.



Une ouvrière textile au Vietnam. Son poste pourrait être remplacé par un robot d'ici vingt ans. @ONUDI / Flickr

Plus de la moitié des emplois dans les industries clés en Asie du Sud-Est sont menacés de disparaître d'ici une vingtaine d'années à cause de l'automatisation. Au-delà de la perte de moyens de subsistance pour des millions de travailleurs, le cabinet d'analyses britannique Verisk Maplecroft (1) alerte sur une possible hausse de l'esclavagisme dans une région déjà fortement concernée par ce fléau.

Nivellement par le bas

"Les travailleurs ne disposant ni de la capacité à s'adapter, ni d'une protection sociale efficace seront davantage mis en concurrence pour des emplois peu qualifiés et mal payés de moins en moins nombreux. Cela risque de créer un environnement qui relèvera de plus en plus de l'exploitation", explique Alexandra Channer, analyste chargée des droits de l'Homme chez Verisk

Maplecroft. *"Sans des mesures concrètes de la part des gouvernements pour aider les générations futures à travailler aux côtés des machines, il pourrait y avoir un nivellement par le bas pour nombre de travailleurs."*

L'agriculture, la pêche, l'exploitation forestière, le secteur manufacturier, la construction ou encore la distribution sont les domaines d'activité en Asie du Sud-Est où les travailleurs sont les plus susceptibles d'être remplacés par des robots, estime Verisk Maplecroft, notant que les risques en la matière sont particulièrement élevés au Vietnam avec 67 % des emplois qui pourraient disparaître.

Les femmes, premières victimes

Ce constat est d'autant plus inquiétant que les pays où l'automatisation va frapper le plus fort – Vietnam, Cambodge, Philippines, Thaïlande et Indonésie – sont déjà considérés comme ceux où le risque d'esclavage est le plus élevé et où la dépendance aux métiers peu qualifiés est très importante. Par ailleurs, les femmes seront les premières victimes. Au Vietnam et au Cambodge, 85 % des emplois concernent le secteur textile et trois quarts des postes sont occupés par des femmes.

"L'adoption de technologies d'automatisation par les entreprises sera graduelle, mais les conséquences imprévues pour des millions de travailleurs dans les chaînes d'approvisionnement de la marque seront probablement sévères", poursuit Alexandra Channer. "Les départements d'approvisionnement responsable, en particulier, doivent identifier et comprendre les effets négatifs de l'automatisation sur les droits de l'homme, et travailler avec la société civile et les gouvernements pour atténuer les impacts au sein de leurs propres chaînes d'approvisionnement."

Selon la Fédération internationale de la robotique, 250 000 robots industriels vont inonder le marché l'an prochain. Et d'ores et déjà, les États-Unis ont inauguré la première usine de "robots-couturiers" sans opérateurs humains, chaque machine étant capable de remplacer 10 ouvriers...

Concepcion Alvarez, [@conce1](#)

12:00 AM, July 26, 2018 / LAST MODIFIED: 12:06 AM, July 26, 2018

Adopt efficient management practices in apparel: PwC

Star Business Report

The apparel industry in Bangladesh needs to adopt efficient management practices to improve productivity and efficiency to increase its global competitiveness, experts said at a programme yesterday.

“The ecosystem needs to undergo a transformation today,” Mamun Rashid, managing partner of PwC Bangladesh, said at the PwC Summit held in Chittagong.

“Issues around processes, technology and people need to be addressed together to accelerate growth in the sector,” he said at the event on “Driving transformation in Bangladesh's apparel industry”.

“We must adopt global best practices, look out for market shifts and align ourselves to global trends.”

“Bangladesh's garment industry is a key contributor to the country's growth story. The declining export growth rate has been an area of concern for the industry and policymakers,” Rashid said in a press release.

Exports fetched \$36.66 billion last fiscal year, but fell short of the government's target of \$37.5 billion.

Bangladesh's main export earner, apparel shipments brought home \$30.61 billion, up 8.76 percent year-on-year in 2017-18, according to data from the Export Promotion Bureau.

The garment sector accounts for 12 percent of the country's GDP and 83 percent of its exports. The industry has huge growth potential thanks to the growing demand from international markets, experts said at the summit.

Manufacturers are embracing newer machinery and production technologies to stay relevant. These along with a skills upgrade of workers have led to a shift towards manufacturing of specialised garments in Bangladesh, they said.

However, a lot remains to be done to outperform global majors in the retail manufacturing space. The export growth rates are fluctuating and have shown a declining trend over the past few years.

Productivity in Bangladesh remains low as compared to other garment manufacturing nations like China and Vietnam, they said. There is an urgent need to revamp infrastructure too to aid the potential growth of the sector, according to the experts.

The growth in the sector needs to be sustainable and environment-friendly, said Pallab De, partner for management consulting of PwC India.

The industry has seen a significant rise in the number of Leadership in Energy and Environmental Design (LEED)-certified environment-friendly factories and this is exemplary in the global manufacturing industry, according to Pallab De.

“The country today boasts of the top three eco-friendly garment factories in the world. The government's decision to subsidise interest rates to companies intending to set up green factories will provide the much needed boost.”

There is a significant scope to increase operational efficiency in the sector and help meet international standards, the analysts said. The seminar highlighted the upcoming trends in the garment sector.

The better businesses understand the landscape, the more they would be able to capitalise on the growth opportunities in the sector, said Hossain Zillur Rahman, chairman of the Power and Participation Research Centre.

He shed light on the importance of Chittagong as a business hub and requested the government and entrepreneurs to work together in order to expand the garment industry in the port city.

“The government should also undertake some initiatives to provide improved technical education to the workers that could lead to a skilled workforce.”

More than 50 industry stalwarts and representatives from trade bodies attended the summit.

Md Fazlul Hoque, a former president of Bangladesh Knitwear Manufacturers and Exporters Association, and SM Tanvir, a director of Bangladesh Garment Manufacturers and Exporters Association, also spoke.

12:00 AM, July 27, 2018 / LAST MODIFIED: 12:06 AM, July 27, 2018

MINIMUM WAGE FOR RMG WORKERS

Betrayed Again?

Md Shahnawaz Khan Chandan

“When I went to the market yesterday, grocers told me that the price of commodities would be increased after Eid-Ul-Adha so I must clear all my dues within August 15,” says Khorsheda Begum, an assistant machine operator of a readymade garment (RMG) factory located in Tongi, Gazipur. Khorsheda, who earns only Tk 5,300 per month, was shocked by this unexpected notice. When she sought an explanation for this sudden hike, the grocer reply, “Apa, your salary will increase. Why won't you pay us more?” Not only the price of food items and other commodities, but also house rent, transport fares, and doctors' fee are likely to increase in areas like Tongi, Savar, and Narayanganj, where a large number of RMG workers work and live.

While vendors and landlords continue to increase the costs of their goods and housing, RMG workers' demand for a minimum wage that would allow them to live in dignity has, once again, been ignored. On July 16, 2018 during a meeting of the Minimum Wage Board for the RMG industry, the factory owners proposed to raise the minimum wage to only Tk 6,360 per month from Tk 5,300; the proposal from the worker's representative—from a union affiliated with the ruling party—was Tk 12,020, even though workers have long been demanding Tk 16,000. After reviewing these proposals, the wage board will soon recommend a revised minimum salary for RMG workers.

Both of these proposals have been rejected by the RMG workers and labour organisations. Taslima Akhter, President, Bangladesh Garment Sramik Samhati, says, “We have rejected both the proposals. What the factory owners offered as minimum salary is absolutely absurd. The workers will not be able to survive on Tk 6,360 monthly wage. What the workers' representative Shamsunnahar proposed is also unacceptable. She is not at all acting like a representative of RMG workers. She was well informed about our demand. Even her party, Jatiya Sramik League demanded Tk 16,000 as minimum wage for RMG workers. I don't know under what kind of pressure she proposed Tk 12,020.” Akhter is referring to Shamsunnahar Bhuiyan, the workers-

nominated representative in the wage board who is also the Women Affairs Secretary of Jatiya Sramik League, a national trade union federation affiliated to the ruling party Awami League.

Bhuiyan admits that her proposition of Tk 12,020 as minimum wage is not at all adequate. She says, “There is no doubt that Tk 12,020 would be enough if we consider the current market condition, but the factory owners are very stubborn and organised. They were extremely reluctant to sit with us to discuss about wage reformation. Our meetings had to be postponed several times as the factory owners could not manage time. We could arrange only three meetings and in the third meeting we had to submit our proposals. Considering this reality, I had to demand something achievable.”

When asked whether her proposal, which is considerably lower than the demand of the workers, will reduce the bargaining power of the workers, Shamsunnahar replies, “I have been appointed due to my political affiliation with a party which is now in power. While submitting my proposal, I had to consider whether our economy is capable of implementing this proposal. I cannot propose anything which might harm the state economy and tarnish the party's political image.”

On the other hand, BGMEA officials claim that they have considered the inflation rate while proposing the minimum wage. Md Shahidul Haque Mukul, Director, BGMEA says, “The minimum wage is only for entry level workers.” He further claims that these entry-level workers constitute of only seven to eight percent of the total workforce.

“After six months to one year of training, these entry level workers get promoted to upper grades and get better salaries. And, most of the entry level workers are unskilled teenagers who are not married. They don't need more than Tk 6,360 per month,” he argues.

However, according to a 2013 research by Centre for Policy Dialogue, most unmarried RMG workers have to maintain extended families with their incomes. The study further reveals that approximately 60 percent of the workers are concentrated in lower grades—in contradiction to the claims of the BGMEA Director.

In fact, Bangladeshi RMG workers' demand for a rational wage is hardly a new one. After the collapse of Rana Plaza in April 2013, the safety issues and living conditions of Bangladesh's RMG workers became an issue of global debate. Following

the disaster, the sector was rocked by protests by RMG workers demanding a minimum wage of Tk 8,000 per month. At that time, monthly salary of an entry level worker was as little as Tk 2,500-3,000. These incidents prompted the Bangladesh government to form a wage board to determine the minimum salary in the country's RMG sector, which employs around four million workers.

Sirajul Islam Rony, President, Bangladesh National Garment Workers Employees League, represented RMG workers in that wage board. He says, “In three months, we organised no less than eight meetings to fix the minimum wage and a salary structure for the workers. We sat with the experts of ILO and consulted with the economists from Dhaka University. We also visited Cambodia and Vietnam to learn how they determine the minimum wage of RMG workers. Finally, we proposed Tk 5,300 per month.”

However, this proposed amount, which is still the lowest among major RMG-producing nations, was met with fierce resistance from RMG factory owners. According to Rony, the factory owners refused to pay a penny more than Tk 4,500 as minimum wage—a decision which sparked countrywide protests and demonstrations by the aggrieved RMG workers who demanded Tk 8,000. “After much discussion and after the intervention of the Prime Minister herself, the RMG factory owners agreed to offer Tk 5,300 as minimum wage,” says Rony.

However, the wage increase did little to help the RMG workers, as the price of essential commodities escalated several times in 2015 and 2016, which severely affected their living conditions.

An international network of labour unions called The Asia Floor Wage Alliance did a calculation of what the 'living wage' of Bangladesh is—and by that they mean, wages sufficient to afford a decent standard of living for the worker and her or his family. The estimate, done in 2017, was Tk 37,661—a whopping 83 percent more than what BGMEA is proposing.

Khorsheda reveals how desperate the situation is. “I have to spend more than half of my salary for house rent. I have to support my parents and three younger siblings who live in Rangpur. The price of rice and vegetables has doubled in the last couple of years. I have to buy one kilogram of coarse rice at the cost of Tk 55-60. Every month, I have to borrow commodities from grocers as I don't have any money left at the end of the month. You won't believe how we are struggling with this meagre salary.”

The RMG workers that fuel Bangladesh's economy are offered only 20 percent raise at a time when the country's inflation rate is 5.96 percent—and rising. In comparison, last year the Bangladesh government bumped up the salaries of government workers across all pay grades by 91 to 101 percent! This was done taking into consideration the economy's inflation.

Still, Bangladesh offers the lowest minimum wage to its RMG workers compared to its neighbours and competitors. Whereas Pakistan offers its RMG workers a minimum wage of USD 99, Vietnam gives USD 113, India USD 79, China USD 155 and Cambodia USD 153, Bangladesh currently offers only USD 69.

Bangladesh's government and factory owners should realise that paying a fair salary to RMG workers is nothing but a form of investment. If the workers are paid fairly, their dedication to the workplace and quality of performance will also improve, and the industry will thrive.

RMG workers to observe hunger strike on July 31

[Tribune Desk](#)

- Published at 08:02 pm July 27th, 2018



File photo of workers at a ready-made garment factory Mehedi Hasan/Dhaka Tribune

They want Tk16,000 to be fixed as minimum wage

Ready-made garment (RMG) workers will observe a two-hour-long hunger strike in front of the office of the minimum wage board for the RMG sector on July 31, to press home their demand for fixing Tk16,000 as minimum wage.

The decision was taken at a meeting of several workers' organizations held in Dhaka on Friday, reports UNB.

They will start the hunger strike at 11am in front of the wage board office in the city's Topkhana Road.

Friday's meeting again rejected the minimum wages – Tk6,360 and Tk12,020– proposed by the representatives of owners and workers, respectively, at an earlier meeting of the board.

Workers' leaders warned that dillydallying over fixing the wage will invite dire consequences.

Coordinator of National Platform to Protect Garment Workers and Industry Abul Hossain, Bangladesh Garment Workers' Oikya Parishad Convener Mahtab Uddin Shahid, M Delwar Hossain and Jolly Talukder were present at the meeting with Amirul Haq Amin in the chair.



Police foil RMG workers demo in Savar

[Staff Correspondent](#) | Published: 02:34, Jul 26, 2018

Police foiled a demonstration of garment workers in front of the collapsed Rana Plaza building at Savar in Dhaka on Wednesday.

Bangladesh Garment Shramik Sanghati organised the human chain in demand of Tk 16,000 as monthly minimum wage of garment workers and punishment to the factory owners housed and Rana Plaza building marking 63 months of Rana Plaza collapse which killed over 1,138 and injured more than 2,000 workers in 2013.

Workers started their programme amid presence of huge contingent of cops on the venue, but the law enforcing agencies asked them to stop the programme immediately, said BGSS president Taslima Akhter adding that they were forced to leave the spot.

However, they held a short rally which was addresses by BGSS general secretary Julhashnayeem Babu, and organising secretary Abu Shama, among others.

The speakers demanded exemplary punishment of Rana Plaza building owner Sohel Rana and factory owners, and sought proper compensation to the victims.

BGSS president Taslima Akhter said police and intelligence agencies threatened her over phone to postpone the programme on Tuesday. They held the programme despite the threat.

'Bangladesh's apparel industry needs an urgent business transformation plan to remain relevant'

Published at 11:32 pm July 25th, 2018



Experts speaking at 'Driving Transformation in Bangladesh's Apparel Industry' in Chittagong on Wednesday Courtesy

Experts said the sector today contributes to 12% of the country's GDP and 83% of its exports

The apparel industry in Bangladesh needs to adopt efficient management practices to improve productivity and increase its global competitiveness, said experts at a PricewaterhouseCoopers (PwC) Summit on "Driving Transformation in Bangladesh's Apparel Industry" on Wednesday in Chittagong.

At the event, experts said the sector today contributes to 12% of the country's GDP and 83% of its exports. With growing demand from international markets, the growth opportunity for the industry is significant. Manufacturers are embracing newer machinery and production technologies to stay relevant. These

changes, along with the capacity building of workers, have led to a shift towards the manufacturing of specialized garments in Bangladesh.

PwC pointed out, however, that a lot more work still needs to be done. “A lot remains to be done to outperform global majors in the retail manufacturing space. The export growth rates are fluctuating and have shown a declining trend over the past few years. Productivity in Bangladesh remains low compared to other garment manufacturing nations like China and Vietnam, said experts at the summit. There is an urgent need to revamp infrastructure too to aid the potential growth of the sector.”

Mamun Rashid, managing partner, PwC Bangladesh said: “Bangladesh’s garment industry is a key contributor to the country’s growth story. The declining export growth rate has been an area of concern for the industry and policy makers. The ecosystem needs to undergo transformation today. Issues around processes, technology, and people need to be addressed together to accelerate growth in the sector. We must adopt global best practices, look out for market shifts, and align ourselves to global trends.”

Pallab De, partner – Management Consulting, PwC India said: “The growth in the sector also needs to be sustainable and environment friendly. The industry has seen a significant rise in the number of Leadership in Energy and Environmental Design (LEED) certified environment friendly factories and this is exemplary in the global manufacturing industry. The country today boasts the top three eco-friendly garment factories in the world. The government’s decision to subsidise interest rates to companies intending to set up green factories will provide the much needed boost.”

There is significant scope for increasing operational efficiency in the sector and meeting international standards, experts said.

Dr Hossain Zillur Rahman, chairman Power and Participation Research Centre (PPRC) and former advisor to the Caretaker Government for Ministry of Commerce and Ministry of Education was the Chief Guest at the event.

He said: “The seminar has highlighted the upcoming trends in the readymade garment (RMG) sector well. The better we understand this landscape, the better we would be able to capitalise on the growth opportunities in this sector.” He also emphasized the importance of Chittagong as a business hub and requested the governing bodies, entrepreneurs to work together in order to expand the

Chittagong RMG industry. “The government should also undertake some initiatives to provide improved technical education to workers in order to build a skilled workforce,” he added.

The summit saw participation from over 50 industry stalwarts and representatives from trade bodies. Fozlul Hoque, former president Bangladesh Knitwear Manufacturers and Exporters Association (BKMEA) and managing director of Plummy Fashions was the keynote speaker at the event. S M Tanvir, director of Bangladesh Garment Manufacturers and Exporters Association (BGMEA) and director of Pacific Jeans, was also one of the panelists at the event.



Cambodge: Une délégation de l'UE évalue la situation en matière de droits de l'homme et des travailleurs

Bruxelles, le 12 juillet 2018

Une délégation de la Commission européenne et du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) s'est rendue au Cambodge du 5 au 11 juillet 2018 pour évaluer la situation sur le terrain à la suite de récentes évolutions préoccupantes de la situation des droits de l'homme et des travailleurs dans ce pays.

L'Union européenne va maintenant analyser en priorité les informations recueillies au cours de la mission avant d'envisager de nouvelles mesures. Cette analyse tiendra également compte des observations écrites complémentaires soumises par les autorités cambodgiennes, ainsi que des rapports de l'Organisation internationale du travail (OIT) et des autres organes chargés de surveiller la mise en œuvre par le Cambodge des conventions internationales pertinentes dans le cadre du régime de détaxation de l'UE intitulé «Tout sauf les armes» (TSA). Le régime TSA permet au Cambodge d'exporter dans l'UE tout type de produits (à l'exception des armes et des munitions) sans contingents ni droits de douane.

La commissaire au commerce, M^{me} Cecilia **Malmström**, a déclaré à ce sujet: *«L'UE est fière d'octroyer aux pays du monde les plus vulnérables sur le plan économique un libre accès à son marché. L'initiative "Tout sauf les armes" a eu une incidence non négligeable sur le développement et sur l'éradication de la pauvreté au Cambodge. Cela étant, les récentes évolutions préoccupantes de la situation dans ce pays justifient qu'une évaluation plus approfondie soit menée afin de s'assurer que le Cambodge respecte ses engagements. Les discussions tenues et les informations recueillies pendant la mission de l'UE portaient principalement sur la détérioration grave de la situation dans le domaine des droits politiques et électoraux, ainsi que sur les restrictions imposées aux activités de la société civile. On constate également des lacunes dans les mécanismes de résolution des litiges fonciers et des menaces graves pesant sur la liberté d'association et le droit de négociation collective. La justice sociale est un aspect primordial de la politique commerciale de l'Union européenne, notamment s'agissant du respect des droits de l'homme, des libertés fondamentales et des normes du travail. La mission d'information maintenant terminée, nous allons analyser les faits en détail, et envisager de nouvelles mesures. Une mesure consistant à priver le Cambodge du régime commercial ne sera utilisée qu'en dernier recours, si tous les autres efforts que nous déployons ne permettent pas de répondre à ces préoccupations.»*

La délégation de l'UE a rencontré plusieurs membres du gouvernement cambodgien, ainsi que des représentants locaux des syndicats, de la société civile, des entreprises, des Nations unies (ONU) et de l'Organisation internationale du travail (OIT).

Historique du dossier

Comme le prévoit le régime TSA du schéma de préférences généralisées, l'UE accorde unilatéralement aux exportateurs des pays les moins avancés (PMA) un accès en franchise de droits et sans contingents au marché unique de l'UE pour tous les produits (à l'exception des armes et des munitions), l'objectif étant de contribuer au

développement économique de ces pays et à leur intégration dans le système commercial mondial.

Le TSA a apporté des bénéfices considérables à l'économie cambodgienne. L'UE est le principal marché d'exportation du Cambodge et représente 40 % des exportations totales de ce pays. Les exportations du Cambodge vers l'Union européenne ont fortement augmenté au cours des dernières années, enregistrant une hausse de 227 % entre 2011 et 2016. En 2017, elles ont atteint 5 milliards d'EUR, soit le deuxième meilleur résultat parmi tous les bénéficiaires du TSA. 95,5 % des exportations cambodgiennes correspondant aux critères du TSA ont pu bénéficier de préférences au titre de cette initiative.

L'initiative TSA a notamment contribué à la création de nombreux emplois et à une croissance importante dans le secteur textile, lequel est à l'origine de 75 % des exportations du Cambodge vers l'UE et offre des possibilités d'emplois aux franges les plus vulnérables de la société cambodgienne.

L'UE a intensifié son dialogue avec le Cambodge (voir le [rapport bisannuel sur le SPG de l'UE de janvier 2018](#)) en réponse à de graves préoccupations quant à la dégradation continue de la démocratie ainsi que du respect des droits de l'homme et de l'État de droit, qui avaient également été mises en avant au Parlement européen ([résolution du 14 septembre 2017](#)) et au Conseil ([Conseil des affaires étrangères du 26 février 2018](#)).

Pour en savoir plus

[Relations commerciales entre l'UE et le Cambodge](#)
[Initiative «Tout sauf les armes»](#)



European Commission - Press release

Cambodia: EU mission assesses human rights and labour situation

Brussels, 12 July 2018

A delegation of the European Commission and the European External Action Service (EEAS) visited Cambodia from 5 to 11 July 2018 to evaluate the situation on the ground following recent worrying human rights and labour rights developments in the country.

The European Union will now analyse as a matter of priority the information gathered during the mission to consider further steps. This analysis will also take into account further written submissions from the Cambodian authorities, reports of the International Labour Organisation (ILO) and other bodies responsible for monitoring the implementation by Cambodia of the international conventions relevant to the EU duty-free trade scheme Everything But Arms (EBA). The EBA trade scheme allows Cambodia to export all products (except arms and ammunition) into the EU, free of quotas and tariffs.

Commissioner for Trade Cecilia **Malmström** said: *"The EU is proud to provide the most economically vulnerable countries of the world with free access to our market. The Everything But Arms initiative has had a significant impact on development and poverty eradication in Cambodia. Nevertheless, the recent worrying developments in the country have called for a closer assessment of whether Cambodia is fulfilling its commitments. The discussions and information gathering during our EU mission have focused on the serious decline in the area of political and electoral rights, as well as a curbing of civil society activities. There are also deficiencies when it comes to land dispute resolution mechanisms, and serious threats to freedom of association and collective bargaining rights. In the trade policy of the European Union, social justice is a vital aspect, including the respect for human rights, fundamental freedoms and labour standards. Following the fact-finding mission, we will now analyse the facts in detail, and consider further steps. Removing Cambodia from the trade scheme is a measure of last resort, if all our other efforts have failed to address these concerns."*

The EU delegation met with several members of the Cambodian government, as well as trade unions, civil society, businesses, and the United Nations (UN) and International Labour Organisation (ILO) representatives in the country.

Background

Under the EBA arrangement of the Generalised Scheme of Preferences the EU unilaterally grants exporters from the Least Developed Countries (LDCs) tariff-free and quota-free access to its market for all products (except arms and ammunition) with the aim to contribute to the economic development of these countries and their integration into the global trading system.

The EBA has brought important benefits to the Cambodian economy. The EU is the main export destination, accounting for 40% of Cambodia's overall exports. Cambodian exports to the EU have risen sharply in recent years, increasing by 227% between 2011 and 2016. In 2017, Cambodia's total exports to the EU reached €5 billion, placing it second amongst all EBA beneficiaries. Out of all of Cambodia's EBA-eligible exports, 95.5% were made under EBA preferences.

EBA has contributed in particular to significant job creation and growth in the textile sector, which accounts for 75% of Cambodia's exports to the EU, providing employment for some of the most vulnerable sectors of Cambodian society.

The EU has stepped up its engagement with Cambodia (see the EU biennial [GSP report of January 2018](#)) in response to serious concerns about the continuing deterioration of democracy, respect for human rights and the rule of law, as flagged also by the European Parliament ([Resolution of 14 December 2017](#)) and the Council ([the EU Foreign Affairs Ministers' Council of 26 February 2018](#)).

For More Information

[EU-Cambodia trade relations](#)
[Everything But Arms Scheme](#)

Press contacts:

- [Daniel ROSARIO](#) (+ 32 2 295 61 85)
- [Kinga MALINOWSKA](#) (+32 2 295 13 83)



Jean-François Limantour

President of Evalliance

31 Juillet 2018

Le Cambodge, un pays attractif pour le sourcing international textile-habillement ! Evalliance y est actif !



@JF Limantour - Angkor

Intervenant lors d'une conférence organisée à Phnom Penh par la Garment Association Manufacturers in Cambodia, Jean-François-Limantour, le président d'Evalliance, s'est réjoui des excellents résultats obtenus en 2017 par le Cambodge : 5^{ème} fournisseur d'habillement de l'Union européenne avec des exportations s'élevant à 3,7 milliards d'euros.

Il a incité le secteur à augmenter encore ses efforts de promotion à l'international, à renforcer l'intégration du 4.0 dans les entreprises, à développer une stratégie de valeur ajoutée de l'offre cambodgienne et assurer une meilleure maîtrise de ses coûts salariaux. Actuellement, le salaire minimum mensuel applicable dans l'industrie cambodgienne est de 170 dollars, soit 2,5 fois celui du Bangladesh, redoutable concurrent ! Ce dangereux dérapage des coûts doit être stoppé, estime-t-il.

En marge de cette conférence, lors d'entretiens avec divers ministres, de responsables de chambres de commerce et d'ambassades, il a réaffirmé la volonté d'Evalliance de créer en 2019 un institut cambodgien de la mode, un centre de veille économique, une plateforme de promotion des nouvelles technologies d'Intelligence économique et une usine pilote pour la formation des cadres et dirigeants cambodgiens aux disciplines de création, de management et de fashion marketing.

Jean-François Limantour a également souligné qu'Evalliance est totalement ouverte à contribuer à la création d'un salon textile au Cambodge, d'un festival de la mode et d'un cercle de jeunes designers.

Le président d'Evalliance a insisté sur la nécessité pour le secteur textile-habillement du Cambodge de poursuivre ses efforts pour respecter les normes sociales et environnementales internationales.

Jean-François Limantour a enfin mis en garde l'Union européenne contre la suppression au Cambodge du régime préférentiel douanier « Everything But Arms », hypothèse évoquée à Bruxelles et dont la mise en œuvre conduirait au chômage et à la précarité de centaines de milliers de salariés qui travaillent dans les usines textile-habillement du pays et à une véritable catastrophe socio-économique du Cambodge.

Evalliance organisera au printemps 2019 une mission BtoB au Cambodge avec des donneurs d'ordres et des investisseurs français désireux de faire du business dans ce pays très attractif.

Clothes exports kick into high gear

[Hor Kimsay](#) | Publication date 18 July 2018 | 09:46 ICT



Shoes are displayed at a shop in the capital. Figures for the first half of the year show the Kingdom's exports of garments and footwear have grown over 10 percent from last year. post staff

Cambodia's garment and footwear exports recorded double-digit growth to some \$4 billion in the first half of this year compared to the same period last year, a National Bank of Cambodia (NBC) report has said.

Industry insiders have speculated that the growth could be due to stronger sales in the US market, with one even going so far as to say that the European Union's (EU) Everything But Arms (EBA) trade scheme was "inconsequential" due to growing markets elsewhere.

The NBC's semi-annual report said the Kingdom's exports of garments and footwear increased 11 percent compared to the same period a year earlier. In comparison, the growth rate is almost double last year's year-on-year figure of 6.9 percent.

Despite revealing the export growth figures, the report did not point to any concrete reasons for the increase.

Garment Manufacturers Association of Cambodia (GMAC) deputy secretary general Kiang Monika said the growth could be credited to the global economy's better performance, especially in the US and EU where the Kingdom's exports are sold.

"We have seen strong growth in apparel product exports to the US market in the first half this year," he said.

Monika said the export of travel goods had accelerated remarkably after the Kingdom obtained duty-free export status from the US in July 2016.

"Before we got the Generalised System of Preferences [GSP], the export of travel goods to the US was valued at about \$50 million per annum. In just six months this year, our exports jumped to \$160 million," he said.

However, exports saw slower expansion in the EU market as the growth rate there remained in single digits, Monika said.

The Kingdom's exports to Canada, Japan and China, he said, were all on the increase as well, but their relative share of Cambodian exports was still small.

A delegation from the European Commission (EC) and the European External Action Service (EEAS) made a fact-finding mission to Cambodia this month with regard to the EBA.

Chan Sophal, director of the Centre for Policy Studies, said if the Kingdom was removed from the trading agreement, it would impact the textile sector. However, he said it wasn't a major concern.

"If the EU removed Cambodia from any trading scheme or the EBA, I think it is not a big issue for the Kingdom as it would affect only the factories exporting to that trade bloc," he said.

However, the Kingdom's biggest industrial sector accounts for more than 70 percent of the country's total exports with the vast majority of its products destined for the EU, US and Canada.

The Cambodian garment sector grew four percent last year to hit \$7.6 billion – up from \$7.3 billion in 2016, according to a Ministry of Labour report.

Additional Reporting by Hin Pisei

GMAC is confident the EU won't suspend EBA scheme

Niem Chheng | Publication date 16 July 2018 | 08:31 ICT



Garment workers sit at work stations at a factory in Phnom Penh's Sen Sok district. The deputy secretary-general of GMAC doubts the EU will suspend its EBA scheme. [Pha Lina](#)

The Garment Manufacturers Association in Cambodia (GMAC) has expressed confidence that the probability of the European Union (EU) suspending the Kingdom's access to its Everything But Arms (EBA) scheme is "very low".

GMAC deputy secretary-general Kiang Monika said his belief is based on the fact that any negative action by the EU to suspend the EBA would have severe repercussions impacting the livelihood of ordinary people.

"Cambodia has made excellent progress in terms of its economic development and labour rights. The situation today is different from what it was a few years ago, so I am confident the EBA scheme will not be suspended," he said.

He was commenting on a week-long fact-finding mission by a delegation of the European Commission (EC) and the European External Action Service (EEAS).

European Commissioner for Trade Cecilia Malmström said last week that the EU was evaluating the information it had collected during its mission.

Through a press release issued last Thursday, Malmström said the mission focused its discussions on an alleged decline in political and electoral rights, as well as a curbing of civil society activities.

“There are many loopholes once talking about the land dispute solution, serious threat on the freedom of assembly and reclaiming collective rights,” Malmström said.

“In the principle of EU Trade, social justice is the priority, including the respect of human rights and significant standards of freedom and work.”

While she didn’t say when the EU would make a decision, she confirmed that removing Cambodia from the trading scheme would be a very last resort.

Monika said Cambodia had achieved real development in terms of its economy, and social, democratic, labour and human rights.

“If the situation in Cambodia is evaluated in all fairness, I believe there will be no sanctions imposed. In fact, the probability of any sanction is very low, considering that the EU will have to justify its evaluation and consider the truth about Cambodia,” Monika said.

“No one can deny the achievements and progress made in the Kingdom, especially regarding development and economic improvement. Also, democracy is progressing, even though not at the speed the EU wants to see. Still, there has been vast progress,” he said.

Regarding labour rights, he said this too had made good progress. For instance, salary scales had increased a lot and social security had been properly implemented.

“Next year, we will implement social security for veterans, which makes the Cambodian scheme complete and compliant to international standards.”

Ministry of Economy spokesman Meas Sokdesan said there was no reason for the EBA to be suspended “unless there was a hidden agenda”.

“We have improved a lot in terms of labour rights. We have solved those issues and we have already replied to the EU. We showed the EU the serious efforts the government has made according to the existing mechanism and the laws,” he said.

“We don’t know what else we have to do to make the EU accept the fact that vast improvements have been made in all areas of concern.”

“The most important thing is that the EU should not have a hidden agenda. The problems raised in our discussions happened long ago, not recently, and we have solved most, if not all of them.”

Chinese envoy accuses EU of using EBA to interfere in Cambodia's affairs

Mech Dara | Publication date 23 July 2018 | 10:19 ICT



Chinese ambassador to Cambodia Xiong Bo met with Foreign Minister Prak Sokhon in November 2016. Heng Chivoan

Chinese Ambassador to Cambodia Xiong Bo has criticised the European Union (EU) for threatening Cambodia's participation in the bloc's Everything But Arms (EBA) trading scheme if it failed to live up to its obligations enshrined in the trading program.

Xiong made his remarks when speaking to students at the Royal University of Phnom Penh. He said the EU should not exploit the Kingdom's political situation to put commercial and economic pressure on it.

Answering a student's question, Xiong said trade relations should be conducted according to trade and economic rules and shouldn't change for political reasons.

"I think in terms of trade relations between the EU and Cambodia, these trade relations should not be changed in accordance to any political reasons. It is our hope that the EU can seek to correct this path and take real action to uphold free trade.

"We think that some European countries would like to change trade rules for political reasons that would be agreed to by all European countries.

“No matter what the EU decides to do, China will continue to expand and deepen our corporation with Cambodia in all fields, especially in term of trade and economic relations,” he said.

He said the EU’s EBA scheme – which grants developing countries duty-free access for certain products to member states’ markets – should not be used as a political weapon to interfere in the Kingdom’s internal affairs.

Earlier this month, the EU said it could remove Cambodia’s duty-free access to its markets if the government failed to address perceived human rights violations, including the jailing of former opposition leader Kem Sokha and the Supreme Court dissolution of his Cambodia National Rescue Party (CNRP).

Political analyst Meas Ny said it was normal for Western countries to impose conditions in conducting trade and investment, and that the Cambodian government should ensure that Chinese investments furthered peace.

“We want to have investment bringing peace to our country – not investment that benefits a small group of people. We are still a vulnerable country,” he said.

In June, Prime Minister Hun Sen sent senior adviser Sok Siphana to Brussels in order to persuade the EU not to withdraw the EBA scheme.

China has invested billions of dollars in Cambodia in the past few years via direct investment, loans, concessions and grants.

In supporting Xiong’s remarks, Cambodian People’s Party (CPP) spokesman Sok Eysan insisted that the government does not violate human rights and that it is untrue that democracy had taken a step backwards in the Kingdom.

He said Ny was not independent and his remarks did not reflect the reality in Cambodia.

“The analyst just analyses without clear principles. It is just the opinion shared by one or two people and is not based on reality. Countries that promote mutual interests are honest and helpful friends – they help us and we help them.”

“Cambodia receives aid from China and they say that we are under China’s influence or that we sell ourselves to China. We follow China’s policy and so we lose our independence and sovereignty, they say.

“Therefore, they should accuse the US as well because that country conducts thousands, tens of thousands times more trade with China. Why don’t they accuse the US of being under China’s influence?”

“The EU also buys products from China, so the EU should be accused of being under China’s influence as well,” he reasoned.

26 juillet 2018

Au Cambodge, les ouvrières convoquées aux urnes



Le premier ministre, Hun Sen, avec des employées du secteur textile, dans la province de Kandal, le 4 juillet. SAMRANG PRING/REUTERS

Après avoir muselé l'opposition, le premier ministre, Hun Sen, courtise les exploitées du textile

Quatre heures de l'après-midi dans le quartier de Tuol Sangke, en périphérie de Phnom Penh : sous un ciel maussade de mousson, entre deux rafales de pluies, les usines textiles déversent les flots de milliers d'ouvrières qui viennent d'achever leur journée de travail. Ouvrières car, au Cambodge, où le textile représente plus de 70 % des exportations du royaume, les femmes constituent l'écrasante majorité du personnel employé dans ce secteur (850 000 personnes).

A l'approche des élections législatives du dimanche 29 juillet, alors que le gouvernement du premier ministre, Hun Sen, au pouvoir depuis trente-trois ans, donne des signes de plus en plus clairs d'autoritarisme, le vote des ouvriers est considéré comme une source non négligeable de légitimité pour un régime qui en a bien besoin. " *En 2013, j'avais voté*

pour l'opposition ", explique Nay Yang, 24 ans, qui a commencé sa carrière de couturière de fermetures à glissière pour pantalons à l'âge de 14 ans. Assise dans un modeste café du quartier, où elle se remet de sa peine en buvant une boisson énergisante, elle ajoute en riant, presque gênée, comme si elle s'en excusait : *" De nouveau, je ne voterai pas pour le parti de Hun Sen ! "*

Elle aura cependant du mal, cette fois-ci, à glisser dans l'urne un bulletin en faveur des adversaires de la formation du premier ministre, le Parti du peuple cambodgien (PPC) : Hun Sen a fait dissoudre, à l'hiver 2017, par une justice à sa botte, le plus grand parti de l'opposition, le Parti du sauvetage national du Cambodge (PSNC). Motif : *" Conspiration avec les Etats-Unis et d'autres puissances étrangères "* dans le but de fomenter une *" révolution "*. Fermez le ban : outre le PPC, dix-neuf autres formations ont beau se présenter aux élections, la plupart sont soit considérées comme des groupes affiliés au pouvoir en place, soit n'ont aucune chance de remporter un siège à l'Assemblée nationale.

Le premier ministre, 65 ans, est un ancien défecteur khmer rouge porté au pouvoir dans les années 1980 par les Vietnamiens, qui avaient envahi le Cambodge en 1979 pour chasser le régime génocidaire de la clique de Pol Pot. Il courtise l'électorat ouvrier, même si, au vu des situations souvent proches de l'exploitation, celui-ci, à l'image de la jeune Nay Yang, a tendance à se méfier d'un régime de plus en plus lié économiquement à la Chine, principal investisseur au Cambodge. Le royaume est désormais le pays le plus proche de Pékin dans l'ensemble de l'Asie du Sud-Est.

" Une vie décente "

Indice de l'importance du vote ouvrier, trois jours de congé ont été accordés à partir de samedi, afin de permettre aux employés de retourner voter en province. Et les patrons les exhortent à remplir leur devoir de citoyen. Il se murmure que ceux qui ne pourront pas montrer, mardi prochain, leur index taché d'encre grise, preuve du passage aux urnes, pourraient être sanctionnés. Hun Sen a besoin d'un taux de participation élevé pour asseoir sa crédibilité.

On a d'ailleurs vu ce dernier, durant la campagne, se faire photographier tout sourire à la sortie des usines avec des travailleuses, elles-mêmes hilares pour la circonstance. Propagande ? Cela en a tout l'air. *" Je gagne 170 dollars par mois - 145 euros, la monnaie américaine est la référence au Cambodge - , mais cela ne suffit pas "*, explique Nay Yang, qui compte sur ses doigts : *" La chambre que je partage avec une copine me coûte*

LE CONTEXTE

LÉGISLATIVES

Au pouvoir depuis plus de trente ans, le premier ministre, Hun Sen, devrait, sans surprise, conserver une large majorité à l'occasion des législatives organisées, dimanche 29 juillet, au Cambodge. Installés par les Vietnamiens à la chute des Khmers rouges, Hun Sen et son parti postcommuniste, le PPC, règnent sans partage sur le pays.

OPPOSITION

Après avoir effectué une percée en 2013 en obtenant plus de 40% des voix, le principal parti d'opposition, le Parti du sauvetage national du Cambodge (PSNC) a été dissous par la justice à l'hiver 2017. Son chef, Kem Sokha, est en prison, accusé d'avoir fomenté une révolution avec le soutien de Washington. La plupart des opposants vivent en exil pour échapper à des poursuites.

50 dollars, eau et électricité comprises. Je dépense une centaine de dollars pour me nourrir. Quand je peux, j'envoie 20 dollars à ma famille dans la province de Takeo - sud - . La plupart du temps, à la fin du mois, il ne me reste plus rien ! "

Depuis quelques années, à la suite de manifestations ouvrières de grande ampleur – parfois violemment matées par la police, comme en janvier 2014 (quatre morts) –, les entreprises et le gouvernement ont été contraints d'augmenter les salaires. En 2013, Nay Yang gagnait 61 dollars, elle en gagne donc presque le triple aujourd'hui. Mais ce n'est pas assez, constate également l'un de ses collègues, le syndicaliste Khan Thnorn, 33 ans : "*Compte tenu du coût de la vie, on devrait gagner entre 250 et 300 dollars pour s'assurer une vie décente. Et c'est compter sans l'inflation*", affirme ce jeune homme chargé de coudre des boutons sur des jeans pour le compte de la même entreprise que sa collègue, la compagnie chinoise Roo Hsing, sous-traitant notamment d'H & M.

Si les conditions de vie des ouvriers se sont améliorées par rapport aux décennies passées, la vie dans les ateliers s'apparente parfois encore à de l'esclavage déguisé. Les contremaîtres, la plupart du temps originaires de Chine continentale, hurlent sur les ouvriers si la cadence n'est pas respectée. "*Ils nous insultent*, dit Nay Sang. *Leurs interprètes nous traduisent du chinois des propos méprisants. Si on produit plus, les interprètes gagnent des primes.*"

" Gouvernement tatillon "

La montée en puissance de syndicats indépendants a permis aux ouvriers de ne pas être totalement démunis face à la violence des petits chefs. "*Quand ils nous crient trop dessus, on va se plaindre au patron*, explique Khan Thnorn. *Et, au bout de trois plaintes, le contremaître peut recevoir un blâme ! "*

Le travail syndical n'est tout de même pas une sinécure dans un pays où les entreprises sont sous forte pression de l'Etat, pour lequel la manne de l'industrie textile doit rester compétitive face aux concurrents vietnamiens, thaïlandais ou bangladais. Le régime doit contenir la hausse des salaires tout en les augmentant peu à peu pour garantir la paix sociale.

" Vous ne pouvez pas imaginer les difficultés auxquelles nous nous heurtons ", grimace Ath Thorn, président de la Coalition de l'union démocratique des travailleurs du textile cambodgien, qui regroupe huit organisations syndicales indépendantes. Lui-même est sous le coup de sept chefs d'inculpation pour avoir été l'un des organisateurs des récentes manifestations. "*Le gouvernement se montre de plus en plus tatillon en ce qui concerne l'enregistrement officiel des syndicats. Bientôt, il va nous falloir nous enregistrer de nouveau, et il n'est pas dit qu'on va y arriver.*" Il ajoute, dépité : "*Dans ce cas, nous serons considérés par le pouvoir comme des syndicats illégaux ! "*

L'économie du Cambodge a encore progressé de 6,8 % en 2017, et Hun Sen peut se féliciter d'avoir présidé à une évolution somme toute remarquable – 7,6 % de croissance annuelle en moyenne sur vingt ans, jusqu'en 2015 – pour une nation anéantie dans les années 1970 par quatre ans de règne khmer rouge. "*Dimanche, je vais sans doute rayer mon bulletin de vote*", prévoit pourtant l'ouvrière Nay Yang. Sa manière à elle de protester contre un système devenu, de fait, régime à parti unique.

12:00 AM, July 24, 2018 / LAST MODIFIED: 12:00 AM, July 24, 2018

Apparel to gain from Sino-US trade row

Bangladesh will be a China-alternative for US brands: survey

Star Business Report

The ongoing trade war between the US and China will be beneficial for Bangladesh's garment sector as the American brands will place more work orders here to branch out their sourcing, according to a new survey.

Respondents in the '2018 Fashion Industry Benchmark Study' expressed more interest in expanding sourcing from Bangladesh in the next two years as they actively seek China alternatives.

Some 75 percent of the respondents said they will source from Bangladesh. It was 61 percent in 2017.

Nearly half of respondents expect to somewhat increase sourcing from Bangladesh through 2020, up from 32 percent in 2017. Another 7 percent expect to strongly increase sourcing there, a record high since 2015.

"The "Made in Bangladesh" label enjoys a prominent price advantage over many other Asian suppliers," said the study conducted by Sheng Lu, associate professor of the department of fashion and apparel studies of the University of Delaware, in collaboration with the United States Fashion Industries Association (USFIA).

Like last year, respondents said Bangladesh offers the most competitive price, followed by Vietnam. Bangladesh was the fifth most preferred sourcing destination among American retailers due to price advantage, up from its previous position of seventh.

However, respondents still regard "risk of compliance" as a notable weakness.

The high level of media and public attention to the social responsibility problems remaining in the Bangladeshi garment industry, such as factory safety and treatment of workers, further adds to the complexity and sensitivity of the issue.

Since compliance is so important to American fashion companies, concerns about the compliance risks involved in sourcing from Bangladesh could hold companies back from giving more orders to the country, the study found.

The survey was conducted in the April-May period, when talks of a trade war by the Trump Administration were high.

For the second year in a row, respondents say the protectionist trade policy agenda in the US is their number one concern -- up from a ranking for number 8 and 11 between 2014 and 2016.

China remains the top supplier for most US fashion companies. However, China now accounts for only 11-30 percent of companies' total sourcing value or volume, compared with 30-50 percent in the past, according to the study.

Consistent with the official US trade statistics, China (100 percent of the respondents) and Vietnam (96 percent) continue to be the two most utilised sourcing destinations, followed by Indonesia (79 percent), India (75 percent), Bangladesh (75 percent) and Cambodia (61 percent).

Police seize 300 tonnes of smuggled garment waste in east China

Source: Xinhua | 2018-07-26 15:59:59 | Editor: Yurou

Xinhuanet App 

HANGZHOU, July 26 (Xinhua) -- Four suspects have been placed under criminal detention for allegedly smuggling 300 tonnes of used clothing, authorities in Yongjia County, east China's Zhejiang Province said Thursday.

The smuggled waste was shipped from Busan, the Republic of Korea, to Yongjia in April and May this year. The ship had no permit for the journey, local police said. The garment waste was stained with dirt and vomit and contained bacteria. It could pose a significant health risk if sold on the market, police said.

Four suspects from the Chinese mainland and Taiwan were detained and are under investigation. The waste will be properly disposed of.

For some years, China has been the world's largest importer of solid waste as raw materials. Given growing public awareness of environmental protection, the Chinese government decided last year to phase out and completely halt imports of trash by the end of 2019, except for those containing resources that are not substitutable.

The General Administration of Customs said it has seized over 980,000 tonnes of illegal trash imports so far this year.

Trade war's tariffs may spur relocation of some Chinese textile factories to other Asian nations

For now, at least, fallout from Sino-US hostilities has been limited because Chinese manufacturers have ways to get around added duties

PUBLISHED : Wednesday, 01 August, 2018, 4:31am



A factory worker with spools of cotton in Huaibei, in eastern China's Anhui province. Photo: AFP

Beijing's retaliatory tariffs on US cotton will accelerate the offshoring of cotton spinning and lower-end textile and apparel manufacturing to South and Southeast Asia, and Chinese businesses are bracing for possible US tariffs on their finished goods if the trade war intensifies, industry executives have said.

But for now, at least, fallout from Sino-US hostilities has been limited because Chinese manufacturers have ways to get around the added duties, said Stanley Szeto, chairman of the Hong Kong Textile Council.

“So far the cotton tariff has had a very small impact on the Chinese textile industry because there are various ways to avoid it,” Szeto said, referring to the 25 per cent additional tariff on US products, including cotton, that took effect on July 6.



The Trump administration’s tentative 10 per cent tariff – pending a public hearing next month – on US\$200 billion of Chinese merchandise has so far not touched the vast majority of China-made textiles and garments, except for fur and leather apparel and accessories like hats, gloves and handbags.

“But the tit-for-tat trade war and possible coverage expansion of trade barriers will, however, see Chinese firms look more closely at relocating their manufacturing capacity across the supply chain to countries like Vietnam and Bangladesh ... basically if the same product quality and delivery reliability can be attained in these nations at a 10 per cent cost advantage, they would have moved,” he said.

Szeto – chairman of 62-year-old Hong Kong-based fashion producer Lever Style, which works with designer brands such as Paul Smith and J Crew – said his firm made only about half its output in China, down from 100 per cent eight years ago.

Before the recently added 25 per cent duty, most US cotton sent to China had been exempt from import tariffs, which range from 1 to 40 per cent, depending on volume and prices.

This so-called “processing trade” – where cotton is imported by factories, some of which is located in “bonded supervision areas”, and used to make products that are exported from China – is exempt from tariffs.

According to the China Cotton Association, normal imports that did not fall under the processing trade, bonded supervision areas and other special customs categories – which are tariff-exempt provided no imported cotton is consumed in China – accounted for only 21 per cent of total imports last year.

[US trade war to plant seeds of change in China’s cotton industry](#)

This is despite the processing trades being subject to supervision and quotas set by local governments, which are reducing low-value-adding and pollution-prone manufacturing to drive the creation of more skilled jobs and improve the environment.

There is uncertainty about whether Chinese authorities will allow more processing trade quotas even as Beijing announced a substantial increase in cotton imports last month, said Bosco Law Ching-kit of Lawsgroup, a Hong Kong-based textile manufacturer with more than 20,000 workers in China, Bangladesh, Vietnam and Myanmar.

“In view of the Sino-US trade war, whether [more] processing trade is acceptable by the Chinese government is in doubt,” said Law, the firm’s chief executive.

Meanwhile, industry executives expect the tariffs to accelerate the relocation of Chinese cotton-spinning operations to Southeast Asia.

Law said that regardless of tariffs, supply-chain adjustments were an ongoing exercise for Chinese producers given rising costs.

“We are facing cost pressure all the time, not just because of tariffs but also labour and logistics costs,” he said. “Keeping operations efficient, sourcing materials with competitive pricing around the globe is the norm for all industrialists.”

China-US trade war: the gloves are already off, but will Donald Trump's favourite MAGA hats be next?

Chinese producers of the ubiquitous 'Make America Great Again' baseball caps fear the worst as product appears on proposed tariff list

UPDATED : Friday, 20 July, 2018, 10:27am



The 'Make America Great Again' caps much loved by US President Donald Trump and his supporters will become more expensive if tariffs threatened by Washington on Chinese imports come into effect.

Photo: AP



Sarah Zheng

http://twitter.com/_szheng sarah.zheng@scmp.com

How will China balance the need for stimulus with curbing debt?

30 Jul 2018

The gloves might already be off in the trade war between Beijing and Washington, but it is Chinese hat manufacturers – including those that produce the bright red “Make America Great Again” caps much loved by Donald Trump supporters – that now fear they will be its next casualties.

Last week, the US Trade Representative's Office revealed a list of US\$200 billion worth of Chinese imports that it is threatening to subject to 10 per cent tariffs – including “hats and headgear” made from cotton, fur, vegetable fibres or paper yarn.

China's garment industry has been under pressure for some time, as the global supply chain has shifted to low-cost manufacturing bases in Southeast Asia. Now it looks set to become embroiled in a punishing trade dispute between the world's two largest economies.

For Zhenjiang Kimtex Industrial Company in eastern China's Jiangsu province, the US accounts for 40 per cent of its sales, or about 3 million yuan (US\$445,000) a year. While it mostly manufactures winter hats and scarves, in 2016, it also produced hundreds of the “Make America Great Again” baseball hats that were de rigueur for Trump fans.

[China-US trade dispute leaves American fashion firms in fear of being stitched up](#)

George Jing, a manager at the company, told the *South China Morning Post* that he was keeping a close eye on the developing dispute.

“We are aware of the trade war, and we are following which items will be affected by the tariffs,” he said. “If the tariffs are placed on our importers in August, then their costs will rise, and the prices of our products will go up.”

[China lodges WTO challenge to Donald Trump's US\\$200 billion tariff plan](#)

US media reported earlier that sellers of the “Make America Great Again” caps – which are available, among other places, via the US president's official website – were stockpiling them while they waited for a decision on the tariffs.

David Lassoff, manager of the California-based IncredibleGifts, told ABC News that if he was forced to switch to an American supplier because of the tariffs on Chinese imports, he would have to raise the retail price of the caps he sells to at least US\$20 – up from the current price of US\$9-12.

“There might be a limited quantity [of hats] in the future,” Lassoff said. “We're trying to make sure we have enough in stock now, so if things change, we're prepared.”

[The forgotten casualty of the trade war is you, the consumer](#)

Hebei Dishixiao Gloves Manufacturing Company, which exports hats, scarves and gloves from northern China's Hebei province – including the ubiquitous red Trump caps – said that its clients in the US would also have to raise their prices to cover the effect of the new tariffs.

Although the tariffs on hats have yet to take effect, east China-based manufacturer Qingdao Jeff Help You Industry & Trade Company said it had already felt the impact.



China's garment industry has been under pressure for some time, and now it looks set to become embroiled in a punishing trade dispute. Photo: Xinhua

Before the 2016 US presidential election, the company manufactured a "considerable volume" of "Make America Great Again" caps, but no longer sells Trump-related apparel.

"The US used to be a major market, but business is hard now," saleswoman Susan Su said. "In recent months, it has been because of this China-US trade war. Of course, we will need to reassess our markets if it continues."

Garment-maker Dongguan Xinyu Apparel Company, which mostly produces caps for export to the US and Europe, is in no doubt about how damaging the tariffs could be, saying it would "definitely" have an impact on its business.



The manager of California-based IncredibleGifts said he would have to raise the price of the caps he sells significantly if the tariffs on Chinese imports came into force. Photo: AFP

Based in Dongguan, a south China city at the heart of the country's manufacturing base, Xinyu is listed on several Chinese e-commerce platforms as a vendor of Trump baseball caps, and not only in classic red, but also in white and black.

"If it [the trade war] continues, we will have to move our markets in other directions," said a company representative surnamed Xie.

Nick Marro, an analyst at The Economist Intelligence Unit, said American companies, particularly in low-end manufacturing sectors, had been diversifying out of China for years over concerns of rising labour costs, and the tariff threat would only accelerate that trend.

This article appeared in the South China Morning Post print edition as: Threatened US tariffs may lift price of Trump hats

Le nouveau déguisement du "Made in China" s'appelle "Made in Vietnam"

Grâce aux taxes douanières imposées par Trump à la Chine, les étiquettes Made in Vietnam vont augmenter sur les produits que nous trouvons dans nos supermarchés. Sans doute pas au point de remplacer le Made in China, mais comme l'explique Amid Faljaoui, notre chroniqueur éco, le Vietnam est devenu aujourd'hui le nouveau tigre de l'Asie.



© Getty Images/iStockphoto

Il va falloir s'habituer à ne plus dire "Made in China" mais plutôt "Made in Vietnam".

D'abord, parce que pour contourner les nouvelles taxes douanières imposées par Donald Trump à la Chine, les patrons chinois n'ont rien trouvé de mieux que de délocaliser une partie de leurs usines au Vietnam ou très près du Vietnam.

Le journal suisse Le Temps relate par exemple que la Chine va construire 7 zones industrielles dans la province du Guangxi, le long de sa frontière avec le Vietnam.

"Ce sont des usines qui auront une surface de 20 à 100 km² et elles hébergeront une centaine d'usines. Les biens qui y seront assemblés porteront l'étiquette Made in Vietnam, même si leurs composants viennent de Chine", relate Le Temps.

L'idée, bien entendu, comme je viens de le dire, c'est d'éviter les taxes douanières imposées par Washington sur les biens d'exportations chinois.

En fait, la politique de Donald Trump n'a fait qu'accélérer un mouvement en faveur du Vietnam qui existe depuis plusieurs années déjà.

En 2015 par exemple, avant l'arrivée de Trump à la Maison Blanche, les américains avaient aussi imposé une série de taxes sur les lits, les tables de chevet et les armoires fabriquées en Chine, histoire de protéger leurs propres producteurs contre ces meubles bon marché.

Le résultat ne s'est pas fait attendre, les fabricants chinois de ces meubles se sont déplacés au Vietnam et le secteur du meuble y est aujourd'hui un secteur important.

Mais attention : ces déplacements de la Chine vers le Vietnam ne sont pas non plus sans risque. Lorsque plusieurs producteurs d'acier chinois ont commencé à faire transiter leurs produits par le Vietnam pour avoir l'étiquette Made in Vietnam, le gouvernement américain a vite réagi et a introduit une taxe sur l'acier vietnamien de plus de 200%.

Mais le Vietnam ne se contente pas d'héberger les produits qui veulent contourner les taxes douanières américaines.

Si les usines y sont aussi nombreuses aujourd'hui, que ce soit dans l'ameublement, le textile ou les chaussures de sport de type Adidas ou Nike, c'est aussi parce que le coût de la main-d'oeuvre y est encore plus faible qu'en Chine !

Le salaire d'un ouvrier est d'environ 200 dollars par mois contre 500 dollars en Chine, indique Le Temps.

Et attention, ne croyez pas que le Vietnam se contente de fabriquer ce que le grand voisin chinois ne peut plus faire, et notamment le bas de gamme.

Pas du tout, aujourd'hui, l'industrie électronique représente près de 40% des exportations vietnamiennes.

Mes confrères suisses du Temps ont raison de rappeler que le Vietnam est devenu aujourd'hui le deuxième plus important fabricant de smartphones après la Chine.

Samsung, par exemple, y a installé une usine dans le nord du pays qui emploie 60.000 ouvriers ! Et donc, oui, c'est clair, le Vietnam est aujourd'hui le nouveau tigre de l'Asie.

Ethiopia GMO move heats up rivalry with Kenya textiles

THURSDAY, JULY 26, 2018 22:00

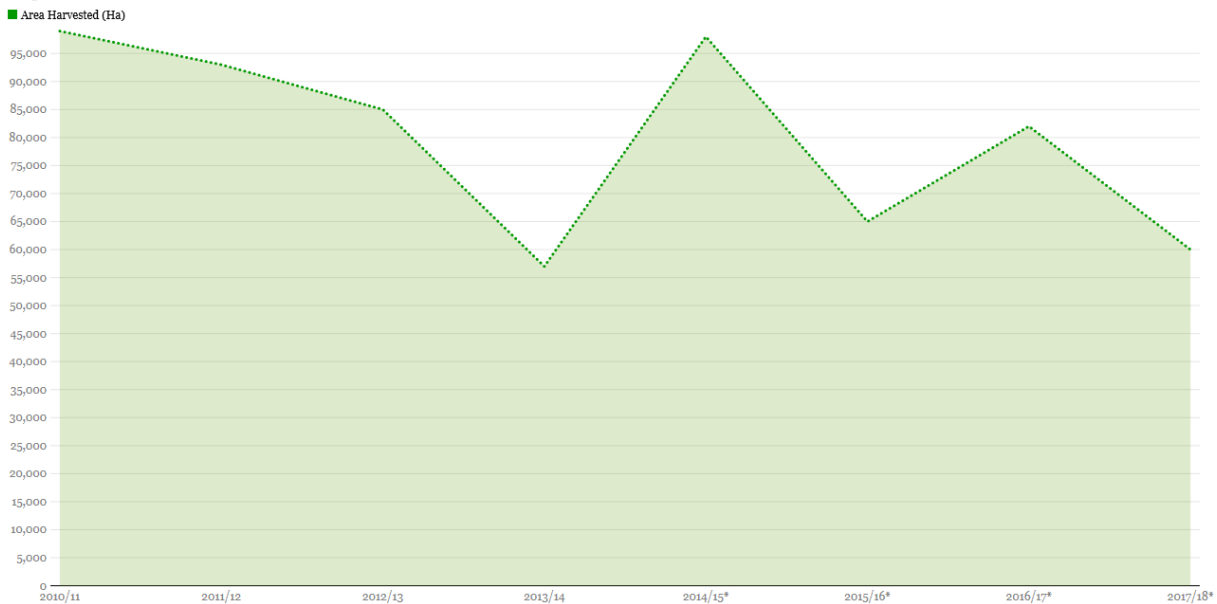
By **BERNARDINE MUTANU**

Cotton area harvested (Ha) in Ethiopia

Projections shows that 2.6 million hectares of land in Ethiopia is suitable for cotton cultivation, however about 70,000 ha -130,000 ha has been put under the crop

Cotton area harvested (Ha) in Ethiopia

Projections shows that 2.6 million hectares of land in Ethiopia is suitable for cotton cultivation, however about 70,000 ha -130,000 ha has been put under the crop



A decision by Ethiopia to start production of high yielding genetically modified cotton could tilt the scales against its rival textile sectors in Kenya and Madagascar, now starved of the raw material.

Ethiopia in June allowed for the cultivation of GMO cotton seedlings, a move the government hopes will bolster its plans of using fashion to clothe its industrial future.

It approved cultivation of two hybrid types of BT Cotton--JKCH 1050 and JKCH 1047, which officials hope will achieve higher yields than conventional varieties and save the country huge import bills of raw material and attract more investment to its textile industry.

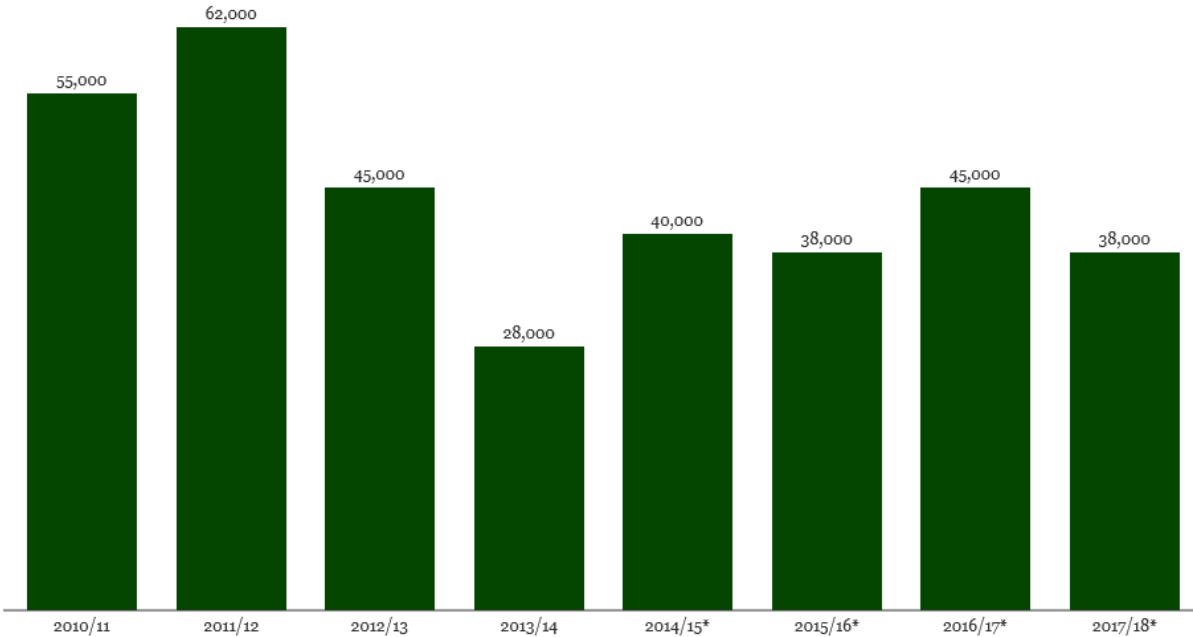
BT cotton is genetically modified by the insertion of one or more genes from a common soil bacterium, *Bacillus thuringiensis*, to protect it against caterpillar pests, especially the African bollworm, which is the most destructive.

The Ethiopian garment industry is currently in a renaissance phase, attracting key global fashion brands scotched by rising cost of labour, raw material and tax in China.

A raft of incentives including tax breaks, subsidies and cheap loans have brought the initial thrust for the Ethiopian textile industry and now its government hopes that the introduction of BT Cotton will help fill the remaining part of the equation by resolving its shortage of raw material, partly due to disease and climate change.

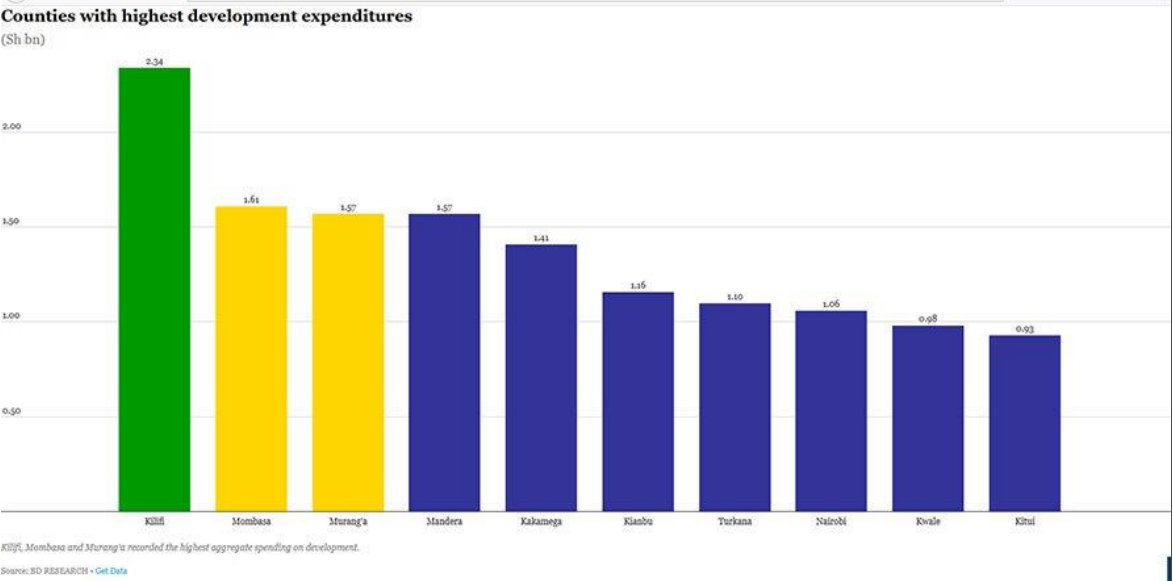
Cotton pricing and quality has been a drawback to Ethiopia's aspirations of growing its textile industry, estimated to have a potential to attract more than \$1billion in exports. Ethiopia banks on the new varieties to help fill up idle farmlands. While it is projected that 2.6 million hectares (ha) of land in Ethiopia is suitable for cotton cultivation, only 130,000ha has been put under the crop.

Cotton production(Metric Tons) in Ethiopia



Analysts say the step by Ethiopia to boost its cotton output using the GMO varieties throws a challenge to rivals such as Kenya that are banking on textile manufacturing to drive economic transformation.

Also Read



“Ethiopia’s economy has become the largest in East Africa because of textile manufacturing. If the Kenyan government focusses on that (textile manufacturing), Kenya will take back its place as the largest economy in the East Africa,” Charles Waruturu, the director of Horticulture Research Institute at the Kenya Agricultural and Livestock Research Organisation(Karlo) said.

Scientists say the adoption of BT cotton in Kenya could help improve competitiveness of its textile industry.

Karlo statistics show that although Kenya has a potential to produce about 260,000 bales of cotton annually, it currently realises just about 28,000 bales. This translates to a yield of about 572 kilogrammes per hectare, nearly five times below a latent of 2,500 kilogrammes per hectare using BT cotton varieties.

Although the country has more than 400,000 hectares of land suitable for cotton growing, less than 35,000 hectares is presently under cotton---an indication of the huge potential the country has.

Currently textile firms in Kenya conventionally make bulk purchases of fabric from India, Hong Kong, China, Bangladesh, Pakistan, or Taiwan. Although the imported fabric is preferred for its good quality, the arrangement has its downside because of the resultant long order-to-delivery period that restrict apparel firms from competing in the higher margin, fast-fashion segment of the market.

Industry estimates show it takes about a minimum 90 days to process and ship a single order to Kenya from markets such as China.

Having locally produced fabric could slash the current product order cycles by about half and boost Kenya's competitiveness as a source market for apparels.

It would also create jobs and increase earnings for farmers and help bolster the country's overall wealth.

The Export Processing Zones Authority (EPZA) estimates that Kenya's textile import bill stood at about Sh17 billion (\$170 million) in 2017.

The adaption of BT cotton in Kenya is not certain despite indications by scientists that it would help tackle the country's current woes of getting raw material for its textile sector.

"The adaption of new crop technologies should not be feared. Modern biotechnology is a product enhanced and driven by knowledge. It is manipulating natural processes to develop products, systems or the environment that is of benefit to mankind," Prof Edward Nguu, a lecturer at the Department of Biochemistry, University of Nairobi said.

National Performance Trials (NPT) on the cotton type is ongoing in Kibos, Kisumu, and will be rolled out in six other sites across the country.

Ethiopia became the second country in the Common Market for Eastern Africa (Comesa) to approve commercial production of BT cotton this year. In May, the Swaziland Environment Authority (SEA) approved the production of JKCH 1050 variety of BT cotton.

Statistics by the International Service for the Acquisition of Agri-biotech Applications (ISAAA) showed that in 2016, Sudan grew a total of 120,600 hectares of Bt Cotton, an increase from 20,000 hectares when it was launched in 2012.

Currently, India is cultivating 11.8 million hectares of Bt Cotton.



Les Echos

Galileo bientôt
100 % opérationnel
Avec quatre satellites de plus,
le GPS européen surpassera
son modèle américain. // P. 13



LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE // JEUDI 26 JUILLET 2018 // LESECHOS.FR

carnet

EN PARTENARIAT AVEC
 **nomination**
nomination.fr

ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

CONSTRUIRACIER

Michel Julien-Vauzelle

est réélu à la présidence
de l'association Construiracrier
pour un mandat de deux ans.

Michel Julien-Vauzelle, 63 ans, diplômé de l'IEP et de l'ICG, a débuté dans la distribution des métaux du groupe PUM dans le sud-ouest, avant d'être directeur de PUM Paris. Il a ensuite pris la direction du marketing, de l'administration des ventes et de la communication de PUM-Usinor distribution. En 2001, il est devenu directeur général de la Fédération française de la distribution des métaux (FFDM).

IFA

Catherine Abonnenc

devient directrice marketing
et développement de l'Institut
français des administrateurs (IFA).

Catherine Abonnenc, 58 ans, diplômée de l'IEP, est titulaire d'une maîtrise de droit des affaires et d'une licence de sciences économiques et d'un certificat d'administrateur. Au cours de sa carrière, elle a créé la fonction directeur communication-marketing de Coopers

& Lybrand (aujourd'hui PwC). Elle a ensuite rejoint le groupe Renault pour y développer la fonction communication-relations publiques et y initier la mise en place de la politique mixité et RSE. Par ailleurs, elle est cofondatrice de l'association Evalliance, vice-présidente de Femmes Business Angels et membre de board de plusieurs start-up.

ÉCOLE

ISIT

Tamym Abdessemed

assure la direction générale
de l'ISIT.

Tamym Abdessemed, 46 ans, diplômé d'HEC, titulaire d'un DEA de management et stratégie de l'université de Paris-X et d'un certificat de spécialisation du doctorat HEC, est docteur HEC ès sciences de gestion. Il a mené une carrière de professeur de stratégie. Il fut également directeur général adjoint académique et recherche d'ISC Paris Business School, directeur académique et recherche d'ICN Business School, directeur général de l'Escem, directeur du programme doctoral d'HEC Paris, directeur des études de l'Ecole HEC, directeur adjoint d'INT Management et directeur du programme MBA d'Audencia Nantes.

Publication : 20 juillet 2018

Les nouveaux leviers de la consommation

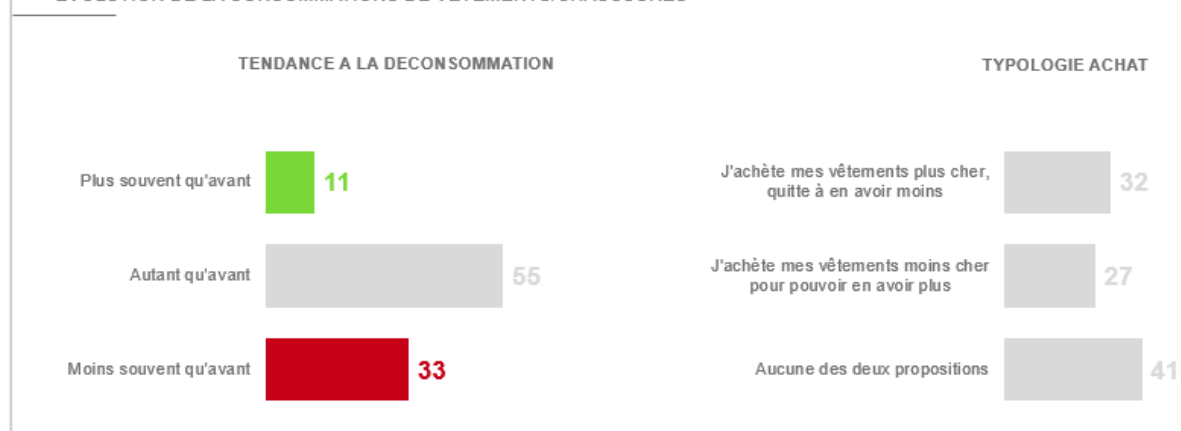
L'Alliance du Commerce publie aujourd'hui une étude sur les nouveaux leviers de la consommation réalisée par le Cabinet Kantar TNS . Elle traite notamment de la conjoncture dans le secteur du textile et de la chaussure, du rôle des nouveaux influenceurs, des parcours d'achat des consommateurs et des raisons de fréquentation des circuits de vente, ainsi que des nouveaux modes de consommation.

Après une baisse importante du secteur de l'habillement textile ces dix dernières années (-10% du chiffre d'affaires en 10 ans) et un début d'année 2018 qui reste particulièrement difficile (recul de 3,6% du CA en valeur – hors VAD – depuis janvier), cette étude apporte un éclairage supplémentaire sur les tendances émergentes de consommation pour permettre aux enseignes de mieux répondre aux attentes de leurs clients.

Une consommation en baisse en volume mais stable en valeur

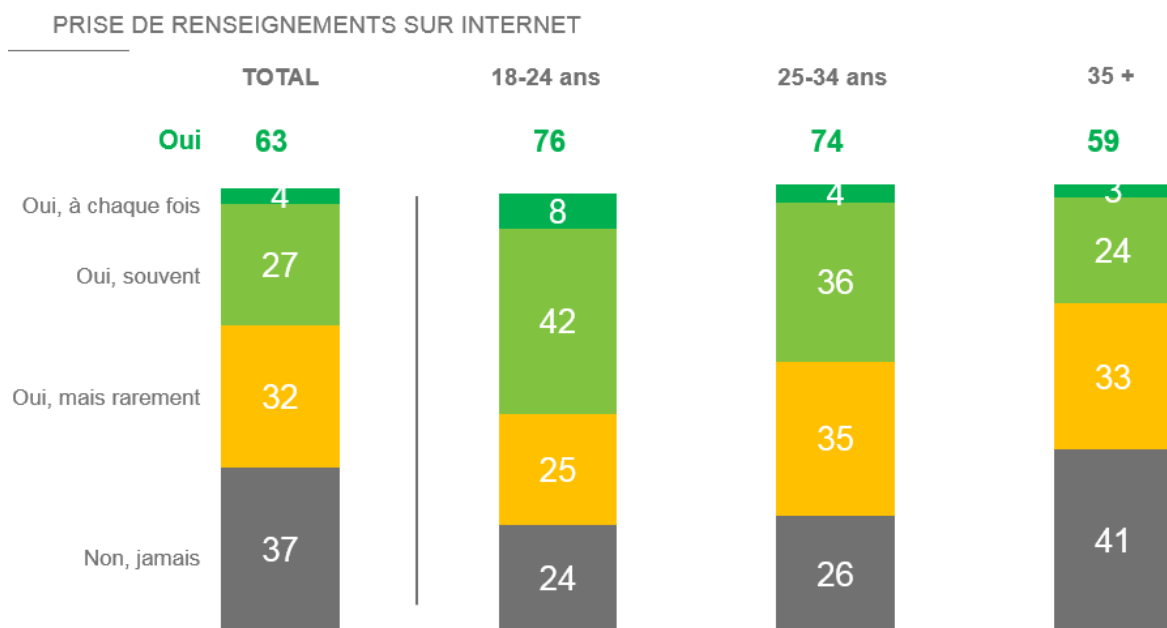
La catégorie vêtements/chaussures tend à se rétracter en volume du fait des 35 ans et plus, mais devrait rester stable en valeur grâce à une hausse anticipée des dépenses chez les millennials. Des millennials plus hédonistes dans leurs choix et leurs modes d'achat, donnant beaucoup d'importance à l'esthétique mais peu sensibles à la composition ou à l'origine des produits. Les dépenses en vêtements ont augmenté chez 18% des sondés et ont baissé pour 15% d'entre eux. Concernant les dépenses en chaussures, ces deux pourcentages sont équivalents, à 15%.

ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATIONS DE VÊTEMENTS/CHAUSSURES



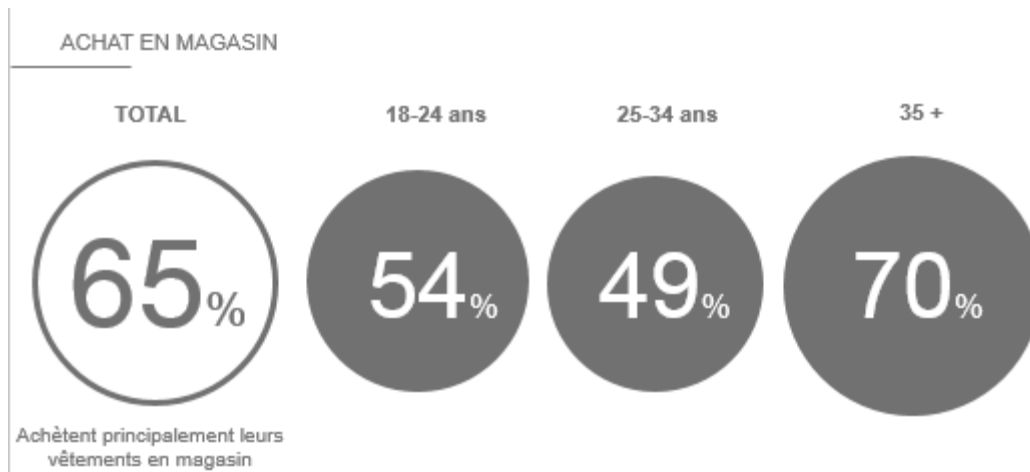
Des achats en magasins largement influencés par les canaux digitaux

Le digital est devenu incontournable pour la préparation des achats en magasin, en particulier chez les 18-24 ans. 76% d'entre eux préparent leurs achats de textile sur internet, 15% sur les réseaux sociaux. Si les sites des marques/enseignes sont d'importants influenceurs de l'achat, les réseaux sociaux ont pour l'heure un effet plus limité car concentré sur les jeunes. Leur influence croissante sur les nouvelles générations (35% des 18-24 ans) préfigure un changement profond et durable des modes de consommation. Les enseignes se doivent donc d'émerger grâce à leurs sites Internet et sur les réseaux sociaux.



Un maintien de l'attractivité des magasins qui passe par le « phygital »

Les magasins gardent leurs atouts face aux circuits dématérialisés, même auprès des plus jeunes : 54% des 18-24 ans achètent principalement en magasin. Le maintien de ce statut prééminent passe dès à présent par l'intégration du digital in-store (assistance à l'achat, connexion WIFI) et le développement de services et, pour satisfaire une clientèle des millennials exigeante : personal shopper, événements culturels, espace food. Internet doit être conçu comme un prolongement du magasin et non comme un circuit alternatif concurrent. L'étude révèle que les grands magasins attirent par la qualité des produits offerts, un large choix, et la flexibilité des horaires d'ouverture. Les chaînes spécialisées et les boutiques indépendantes se distinguent par la relation client et la qualité de l'offre.



La confirmation de tendances de consommation émergentes

L'étude souligne également l'émergence de nouveaux modes de consommation à travers le développement de la location et la seconde main. Entre 20 et 40% des millenials fréquentent des sites internet proposant ces nouvelles offres de consommation (location, seconde main), tandis que leurs aînés se limitent aux grandes plateformes comme Amazon ou Leboncoin.

Damartex en baisse de 2,4% pour son exercice 2017-2018

JEAN-NOËL CAUSSIL |

Publié le 20/07/2018

Le groupe Damartex, qui a achevé son exercice annuel le 30 juin 2018, publie un chiffre d'affaires de 756 millions d'euros.



Damart a réalisé une plutôt belle année. © Florian Léger/ Damart

Le groupe **Damartex**, qui a clôturé son exercice 2017-2018 à la fin du mois de juin, annonce un chiffre d'affaires de 756 millions d'euros, en baisse de 2,4% par rapport à l'exercice précédent. A taux de change constant, la baisse est de 1,7% quand, à périmètre et taux de change constants, elle s'affiche à -4,3%.

Damart s'en sort

Dans le détail, le pôle « Textile » a réalisé des ventes de 585,5 millions d'euros, en recul de 4,5% (-3,9% à taux de change constant). L'enseigne Damart, dans cet ensemble, s'en tire plutôt bien, à -0,4% : « le fruit de la modernisation de la marque engagée depuis plusieurs années », précise le groupe. Ce n'est pas de le cas d'**Afibel**, en retrait de 15,7% sur l'exercice, quand l'enseigne Xandres, de son côté, poursuit son développement avec une croissance de 4,4%.

Vitrine Magique aussi

L'activité « Home & Lifestyle », quant à elle, continue de progresser avec une hausse de 5,5%, pour atteindre 170,5 millions d'euros. Une progression due à 3Pagen et Vitrine Magique, qui continuent de tirer le pôle vers le haut avec des ventes en hausse de 22,2%, « compte tenu de l'effet pleine année des acquisitions réalisées l'an dernier et du redressement confirmé de Vitrine Magique en France ». Coopers of Stortford ne peut pas en dire autant : l'enseigne affiche sur l'année un retrait marqué de 14,2%.

La préparation des achats de mode sur internet suivant les âges

JEAN-NOËL CAUSSIL |

Publié le 11/07/2018

Comment réagissent les Français pour leurs achats d'articles de mode ? De la préparation des achats, de plus en plus souvent sur le net, à leur concrétisation, encore essentiellement en magasins, l'Alliance du Commerce, via une étude menée par Kantar TNS, nous livre tout.



Comment se comportent les Français pour leurs achats d'article de mode?

Quasi deux tiers des Français se renseignent d'abord sur internet pour préparer leurs achats d'articles de mode. A la limite, ce n'est pas cela qui est marquant : plutôt ces 37% qui déclarent ne jamais le faire. Ainsi donc, ceux-là n'iraient jamais surfer sur le net pour voir les propositions des différentes enseignes ? Difficile à croire... mais pourtant bien réel si l'on en croit l'étude réalisée par le cabinet Kantar TNS pour l'Alliance du Commerce.

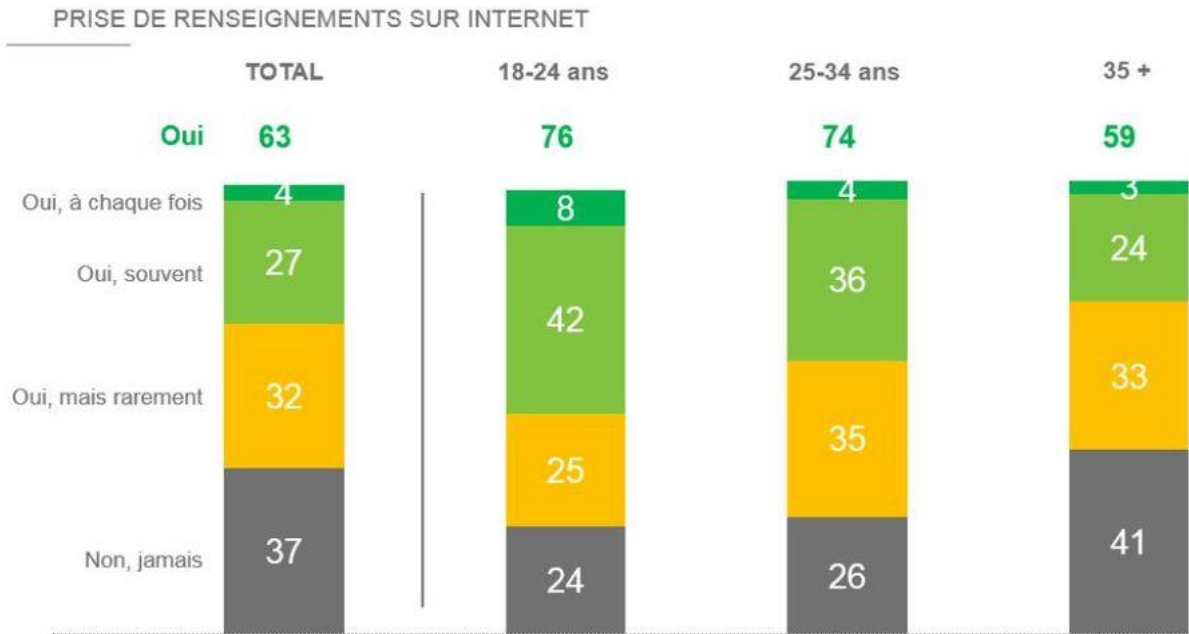
De la préparation...

Ceci posé, les différences de comportement en fonction des générations sont très parlantes. Ainsi, 76% des 18-24 ans déclarent s'adonner à cette préparation numérique de leurs achats, contre 74% des 25-34 ans, mais seulement 59% des 35 ans et plus. Evidemment, la barrière du numérique ne vient pas séparer trentenaires et quadras d'une manière aussi nette – il aurait fallu continuer avec des tranches d'âge de 10 ans en 10 ans pour se faire une idée plus claire – mais l'analyse est néanmoins évidente : le numérique est devenu incontournable pour la préparation des achats en magasin pour les générations les plus jeunes.

...à la concrétisation des achats

Un constat que tous les distributeurs doivent avoir en tête pour construire leur modèle de demain. A fortiori si l'on descend du stade de la préparation des achats à leur concrétisation. Si 65% des achats de mode se font encore principalement en magasins (on dit bien principalement, cela ne signifie pas que le poids de l'e-

commerce est de 35% sur ce marché, attention), cette proportion tombe à 49% pour les 25-34 ans. Elément intéressant : elle est de 54% pour les 18-24 ans. L'explication de ce « rebond » ? Sans doute tout ce qui concerne le « phygital » et le travail de remise à niveau des enseignes dans leurs points de vente. « Le maintien de ce statut prééminent passe dès à présent par l'intégration du digital in-store (assistance à l'achat, connexion WiFi) et le développement de services et, pour satisfaire une clientèle des millennials exigeante : personal shopper, évènements culturels, espace food », analyse l'Alliance du commerce.



L'activité de Lectra continue à grimper malgré la menace trumpiste

Par Jean-Philippe Déjean | 30/07/2018, 15:50 |



L'automobile est devenue un secteur clé pour Lectra (Crédits : Denis Balibouse) Le climat d'incertitude sur les marchés internationaux créé par les fracassantes déclarations protectionnistes du président des Etats-Unis, Donald Trump, commence à peser sur le secteur de l'automobile mais pas encore sur Lectra, qui réalise pourtant 90 % de son chiffre d'affaires à l'export.

Leader mondial de la découpe de matériaux souples, le groupe Lectra, à Cestas (Gironde) et Paris, coté en Bourse, vient de publier ses résultats au titre du 1er semestre 2018. Lectra, qui emploie désormais 1.700 salariés, dont Daniel Harari est le PDG, a conservé à Cestas, où l'entreprise est née, son appareil de production, le puissant service recherche et développement du groupe ainsi que sa vitrine commerciale internationale. Avec un chiffre d'affaires de 73 M€ aux deuxième trimestre 2018 (277,2 M€ de CA en 2017) l'activité progresse de +9 % sur un an : par rapport à 2017 pendant la même période.

Cette évolution ressort d'un calcul à données comparables, c'est-à-dire avec des chiffres 2018 traduits au taux de change entre euro et dollar de 2017. Le résultat opérationnel de Lectra (écart entre les produits et les charges d'exploitation) atteint 9,8 M€ contre 9,1 M€ au deuxième trimestre 2017. Le résultat net est en hausse de +10 %, à 6,9 M€.

"Au deuxième trimestre nous réalisons d'excellents résultats malgré des vents largement contraires. Notre chiffre d'affaires est en hausse de +9 %, ce qui le situe dans la fourchette de croissance que nous avions prévue. Notre cashflow libre (trésorerie créée par l'activité de l'entreprise -NDLR) est au niveau de nos commandes et, à 5 M€ ce deuxième trimestre contre 2,4 M€ l'an dernier, il est très bon", commente pour La Tribune Daniel Harari.

Donald Trump, seigneur de la guerre commerciale

Le PDG de Lectra estime que le chiffre d'affaires trimestriel aurait pu être meilleur mais se félicite toutefois de sa progression très soutenue à +9 %. L'instabilité du contexte économique international va en s'aggravant observe Daniel Harari, à cause de l'agressive stratégie protectionniste de Donald Trump.

"Le monde devient plus compliqué. Trump fait monter la pression et va continuer jusqu'aux élections de mi-mandat, en novembre. Parce qu'avec cette escalade protectionniste il adresse un signal fort à sa base électorale. Les grands constructeurs automobiles américains, comme Ford, ont essayé d'alerter Donald Trump mais ses préoccupations n'ont rien à voir avec l'amélioration de la croissance américaine. L'attentisme des équipementiers, pour lesquels nous travaillons, est dû à la peur de l'inconnu, mais au fur et à mesure que les choses se précisent les entreprises se rassurent parce qu'elles commencent à comprendre ce qu'elles vont pouvoir faire", observe Daniel Harari.

Le marché automobile, qui pour Lectra englobe la découpe des airbags mais aussi des sièges tissus ou cuir, sans compter les habitacles, représentait 44 % du chiffre d'affaires du groupe en 2016 (260 M€), devant les secteurs de la mode et de l'habillement (40 % du CA) et l'ameublement (10 %).

L'Europe va-t-elle payer les pots cassés ?

"Au deuxième trimestre, les commandes ont atteint un bon niveau et les marges progressent fortement, ligne de produit par ligne de produit. Sur le plan interne tout va bien, même si le contexte international pèse lourd, rappelle Daniel Harari. Pour moi, poursuit-il, l'événement majeur c'est ça : cette guerre économique amorcée par Trump entre les Etats-Unis, l'Union européenne et la Chine. Le risque c'est que l'Union européenne ne soit pas assez forte et finisse par payer les pots cassés de la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine."

Au premier semestre 2018, l'euro s'est apprécié de +12 % face à au dollar, avec une parité moyenne de 1,21\$ pour 1€. Une évolution qui renchérit le coût des marchandises fabriquées en euro sur le marché international par rapport à celles manufacturées en zone dollar. Une situation pénalisante pour la majorité des exportateurs français parmi lesquels Lectra, confirme le PDG.

"La forte hausse de l'euro par rapport à la grande majorité des devises a eu un impact mécanique négatif important sur les résultats du premier semestre. Elle se traduit par une diminution de 7 M€ (-5 %) du chiffre d'affaires et de 3,9 M€ (-18 %) du résultat opérationnel, dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables", relève ainsi le groupe.

Lectra : 57 % d'activité récurrente

Malgré cette amputation due à l'évolution des parités monétaires, à données comparables le chiffre d'affaires du groupe a progressé de +6 % au premier semestre 2018, à 140,2 M€ (à données comparables), manifestant ainsi un gros potentiel. Le résultat net recule de son côté de -4 % à données réelles pour atteindre 12,3 M€.

"Au premier semestre notre activité a progressé de +9 % sur le marché de la mode : nous sommes impactés par les tensions internationales mais pas encore fortement. Les clients qui achètent des costumes Dior ne vont pas pinailler sur quelques euros. Aux Etats-Unis, 98 % des costumes sont importés d'Europe et de Chine. Si Trump les taxe à 25 % cela ne touchera pas les produits de qualité", éclaire le PDG.

Parmi ses atouts, le groupe a notamment pour lui de réaliser plus de 40 % de son activité en Europe, contre 27 % dans les Amériques et 26 % dans la région Asie-Pacifique. En 2016, son chiffre d'affaires récurrent représentait 57 % de l'activité et aujourd'hui Lectra, dont les capitaux propres atteignent 152,5 M€, n'a plus de dettes. Au terme de l'exercice 2018 le groupe vise un chiffre d'affaires en hausse de +6 à +10 % et estime que si la nouvelle parité euro/dollar, à 1,17 \$ pour 1 € atteinte fin juin reste stable, ce jeu monétaire sera sans impact sur l'activité au second semestre. Lectra continue d'appliquer sa feuille de route pour répondre à toutes les exigences de l'industrie au format 4.0.

M Économie française

L'habillement licencie à tour de bras

La crise du marché oblige les enseignes d'habillement à fermer des magasins et à supprimer des emplois. En dix ans, le marché français de la mode a perdu 14 % de sa valeur.

LE MONDE | 30.07.2018 à 06h37 | Par Juliette Garnier



Les soldes du printemps-été 2018 s'achèvent mardi 7 août dans la plupart des départements. Les nouvelles collections d'habillement de l'automne sont en train d'être livrées pour assurer les ventes de la rentrée scolaire. Mais pour des milliers de salariés du secteur en France, cette période clé d'activité s'annonce fort sombre.

Depuis 2008, le marché français de la mode a perdu 14 % de valeur. Et malgré un petit regain d'activité en 2017, les chaînes d'habillement n'ont pas recouvré la santé. Les ventes ont dévissé de 6 % en mai et très légèrement progressé en juin (+ 0,2 %). Selon l'Institut français de la mode, les chiffres d'affaires des distributeurs sont « *en recul de 2,2 % en valeur sur les six premiers mois de l'année, par rapport à la même période de 2017* ». Dès lors, dans cette filière qui a connu une expansion à tout-va dans les années 2000, l'heure est aux arbitrages.

« *Le marché de l'habillement traverse une crise analogue à celle qu'a traversée la sidérurgie* », observe Michel Ressayguier, président du cabinet Prospères, spécialiste de la restructuration d'entreprises qui intervient chez nombre de spécialistes de la mode dont Pimkie, Happychic et Chaussexpo. A l'en croire, cette crise « *va laisser des marques et des enseignes de côté* ». Car les Français dépensent moins, plébiscitent les petits prix et se détournent des réseaux de magasins de mode, pour s'approvisionner sur le Net. Au point que plusieurs chaînes sont désormais à la tête d'un réseau jugé trop gros pour couvrir la France et résister à la concurrence des géants de la mode type H&M, Zara ou Primark.

Lire aussi : Louer ses vêtements pour lutter contre la « fast fashion »

Les fermetures et les cessions se succèdent. Lourdemment endetté, le géant Vivarte s'est imposé une sévère restructuration. Après avoir cédé Kookaï, Pataugas et Naf Naf, le groupe présidé par Patrick Puy, spécialiste des sociétés en difficulté, a vendu le 2 juillet son enseigne André à Spartoo. Le site Internet s'est engagé à « *reprendre l'ensemble des 210 boutiques André et leur personnel, soit 700 collaborateurs* », précise Vivarte. Le groupe a aussi cédé Besson Chaussures au fonds Weinberg Capital et au fondateur de l'enseigne Gifi, Philippe Ginestet. Il ne conserve que cinq enseignes (La Halle, Minelli, Caroll, San Marina et Cosmoparis).

LUDENDO, QUI EXPLOITE LA GRANDE RECRE, A ETE PLACE EN REDRESSEMENT JUDICIAIRE EN MARS. SON CONCURRENT TOYS'R'US A FAIT DE MEME LE 25 JUILLET

Son concurrent C & A est aussi en plein toilettage. L'enseigne fondée en 1841 qui exploite 2 000 magasins dans 21 pays, va céder huit de ses magasins français. L'entreprise germano-néerlandaise a annoncé fin mars avoir conclu un accord avec Kiabi, qui en reprend cinq, tandis que La Halle, filiale de Vivarte, s'en accorde trois. Cet accord intervient après une première vague de 13 cessions annoncées en novembre 2017. Stokomani, le spécialiste du déstockage, en avait repris trois, et Chaussea 10. Au total, l'enseigne que concurrencent les Kiabi, Zara et autres Primark se sépare de 21 de ses 150 magasins en France.

Happychic a annoncé le 17 juillet vouloir fermer 88 de ses 543 magasins de mode masculine exploités en France sous les enseignes Brice, Jules et Bizzbee. L'opération devrait entraîner la suppression de 466 emplois. A défaut, le groupe, dont les ventes (720 millions d'euros en 2017) ont dévissé de 10 % depuis le début de l'année tomberait dans le rouge, assure sa direction. Depuis, ses 2 400 salariés sont dans l'expectative. « *La rentrée sera compliquée. L'accord de méthode devrait débiter le*

4 septembre », rapporte Nadia Ferrante, déléguée syndicale du groupe installé à Roubaix.

Reclassement du personnel

A quelques kilomètres de là, à Lesquin (Nord), les salariés de Chaussexpo sont plongés dans l'angoisse. « *Ça dure depuis février, date de la mise en redressement judiciaire de l'entreprise* », déplore Luc Dubois, élu Force ouvrière. L'enseigne de chaussures détenue par la famille Desmazières emploie 1 200 salariés dans ses 220 magasins, au sein de son siège social et dans son entrepôt. Le cabinet Prosphères a été mandaté par la direction pour élaborer un plan de continuation. Une quarantaine de magasins seraient promis à la fermeture, d'après les instances représentatives du personnel qui s'inquiètent des conditions de licenciement et de reclassement de ce personnel peu formé et à la moyenne d'âge élevé. D'autant que les candidats à une reprise de ses points de vente et de leur personnel, conformément à la législation en vigueur, sont rares.

« *Ce n'est pas étonnant* », juge le dirigeant d'une enseigne, toujours très surpris du nombre de « *dossiers qui circulent* ». Car les chaînes d'habillement ne sont pas les seules à vouloir se délester de magasins. Parfois en vain. Carrefour en a fait les frais. Le groupe de distribution assure ne pas être parvenu à trouver un repreneur pour l'ensemble de ses 273 anciens magasins Dia, qu'il avait transformés en supérettes Carrefour.

Qu'en sera-t-il pour les enseignes de jouets La Grande Récré et Toys'R'Us ? Ludendo, qui exploite La Grande Récré, a été placé en redressement judiciaire en mars. Son concurrent Toys'R'Us a fait de même le 25 juillet. La filiale du géant américain du jouet, placée en faillite aux Etats-Unis, compte 53 magasins dans l'Hexagone. Ce réseau pourrait intéresser Orchestra, un groupe de mode enfantine fondé par Philippe Mestre qui, bien qu'en difficulté, prétend pouvoir reprendre les 1 300 salariés Toys'R'Us et relancer l'activité de l'enseigne de jouets à trois mois seulement du coup d'envoi des ventes des cadeaux de Noël.

L'urgence se fait aussi sentir sur le dossier La Grande Récré. Devant le tribunal de commerce de Paris, Jean-Michel Grunberg, actuel PDG, a présenté le 24 juillet un plan de continuation comprenant la cession de magasins non-rentables. Fnac-Darty s'est dit prêt à reprendre la quasi-totalité de ses points de vente et salariés, sans supporter son passif de 150 millions d'euros. Une audience a été fixée au 10 septembre.

TRIBUNES, **MODE**, **MANAGEMENT****Aurélia Vigouroux : former aux nouveaux métiers de la mode**

Co-directeur de la Maison Mode Méditerranée en charge de la stratégie, Aurélia Vigouroux revient, pour Les Carnets du luxe, sur les grands enjeux de la formation aux métiers de la mode et de l'habillement.

**Aurélia Vigouroux**

Co-directeur en charge de la stratégie de la Maison Mode Méditerranée et fondatrice du Festival OpenMyMed Marseille dédié à la jeune génération mode, Aurélia Vigouroux enseigne également à Aix Marseille Université la gestion de projets. Elle intervient régulièrement en tant que conseil sur l'identité des marques dans le secteur de la Mode.

*Les Carnets du luxe : Les grands groupes de la mode et de l'habillement font face à des problématiques de recrutement inédites et ont, notamment, besoin de collaborateurs de plus en plus qualifiés. Vous qui êtes co-directeur de la **Maison Mode Méditerranée** (MMM) et bénéficiez, à ce titre, d'un poste d'observation privilégié sur les grandes évolutions à l'œuvre, pouvez-vous nous expliquer quels sont les enjeux actuels de la formation aux métiers de la mode pour les entreprises du secteur ?*

Aurélia Vigouroux : Au-delà d'un simple renouvellement générationnel, notre époque est marquée par l'apparition de nouveaux métiers. À l'instar de toutes les industries, l'industrie de la mode et de l'habillement évolue fortement, sous l'influence des évolutions technologiques, le Big Data, l'intelligence artificielle ou encore l'impression 3D. Parce que la technologie s'est immiscée dans tous les segments de métiers, l'ensemble des secteurs de la mode, de la création à la production, en passant par la communication et le retail, sont concernés par ces évolutions. En témoignent l'essor des métiers de community manager, de gestionnaire de data center, ou encore les évolutions technologiques, comme ces étiquettes traçables, qui permettent de ré-achalander un rayon quand un article vient à manquer. Autant de petites révolutions qui, ajoutées les unes aux autres, bouleversent les fondements des métiers de la mode. Nous entrons dans un nouveau monde, tant du point de vue des personnalités recrutées que des postes proposés. On constate notamment une véritable ouverture à l'international, que ce soit au niveau de ces grands patrons d'industrie qui ont su conquérir le monde, ou à celui des collaborateurs des entreprises, dans lesquelles se manifeste une grande diversité de parcours, de genres et d'origines géographiques. À ce titre, de nombreuses études démontrent qu'une plus grande présence féminine en entreprise est synonyme d'innovation.

CL : Au-delà de ces nouveaux métiers liés aux évolutions technologiques, quels sont, selon vous, les métiers du secteur qui sont en tension aujourd'hui ?

AV : Le retail, sans hésitation. Il s'agit du nerf de la guerre. Ce métier a été si dévalorisé au cours des dernières années et décennies que cela n'a pas contribué à susciter des vocations... Conséquence : le retail est le secteur qui a le plus de difficultés à recruter, tant au niveau des grands groupes de la mode comme de celui des TPE et PME familiales. Concevoir et fabriquer des produits haut de gamme est une chose, communiquer sur ces produits en est une autre. Mais savoir les vendre est essentiel. La plupart des personnes évoluant dans le top management des grands groupes de la mode témoignent de ce qu'une expérience de retail, en tant que responsable de boutique par exemple, est un passage obligé si l'on souhaite progresser dans l'entreprise. Pour répondre à cet enjeu, beaucoup de grandes entreprises du luxe se sont dotées de formations retail en interne. Mais cela ne dispense pas de proposer des formations bien en amont du recrutement. C'est pour cette raison que la MMM et son partenaire Aix-Marseille Université réfléchissent à l'opportunité de créer un nouveau diplôme, que nous appellerions « Retail excellence », dont l'objectif serait de revaloriser ce métier de vendeur en boutique, de le professionnaliser et de le lier avec les évolutions technologiques dont nous venons de parler. À ce titre, l'exploitation du Big Data a d'immenses potentialités. L'enjeu derrière ces questions est donc double : d'une part, il faut proposer des formations réellement adaptées aux nouveaux besoins des

entreprises de la mode et de l'habillement ; de l'autre, cela suppose de revaloriser ce métier trop longtemps mésestimé.

CL : Quelle a été la réflexion à l'origine de la création de diplômes universitaires au sein de la MMM ?

AV : L'industrie de la mode et de l'habillement représente quelque 150 milliards d'euros de chiffre d'affaires en France, et pourvoit **un million d'emplois**. En dépit de l'importance considérable de ce secteur, nous avons, en 2006, fait le constat qu'il existait peu de formations universitaires dans le domaine de la mode et de l'habillement. C'est la raison pour laquelle nous avons co-créé avec Aix-Marseille Université une première filière universitaire entièrement dédiée à la mode, avec une licence en 2006 et, depuis 2010, **un Master 1 et un Master 2 des métiers de la mode et du textile**, qui forment aux métiers connexes à la création et au stylisme. Les jeunes diplômés peuvent ensuite prétendre occuper des postes tels que responsable marketing, chef de produit, responsable commercial, responsable des achats, de production ou d'approvisionnement.

CL : En quoi l'offre de formation proposée par la MMM se différencie-t-elle d'autres cursus similaires ?

AV : La MMM s'est associée à un établissement universitaire de renom, Aix-Marseille Université, pour allier l'excellence à l'accessibilité financière. Ce partenariat nous confère une vision croisée et complémentaire, l'Université nous apportant l'excellence de l'enseignement, de la théorie et de la recherche. Nous proposons des formations universitaires transverses dans les métiers de la mode, allant de la communication au marketing, en passant par le retail. Il s'agit donc de formations généralistes, ce qui ne nous empêche pas de recruter des profils d'étudiants très divers, ceux-ci pouvant venir d'écoles de commerce ou de Facultés de droit, d'histoire ou encore de littérature. La manière d'enseigner a elle aussi évolué. À la MMM, nous veillons à ce que 60% de nos cours soient assurés par des opérationnels qui exercent en entreprise, pour les plus grandes marques du secteur, afin de conjuguer théorie et pratique. Ce dernier point est fondamental, les recruteurs recherchant des esprits bien faits, mais surtout une agilité opérationnelle, une capacité d'agir et de trouver des solutions au quotidien. Le second atout de la MMM est la composition de son conseil d'administration, où est représenté l'ensemble des secteurs de la mode. Y siègent des personnalités influentes aussi diverses que Sidney Toledano (LVMH), Françoise Montenay (Chanel), Laurence Paganini (Kaporal) ou Michaël Azoulay (American Vintage). Cette diversité de profils et cette manière de travailler si particulière à la MMM nous permettent d'identifier et d'anticiper les nouveaux besoins. Enfin, la présence d'Yvon Berland, le président d'Aix-Marseille Université, et celle de Dominique Jacomet, le

directeur général de l'Institut français de la mode (IFM), apportent une légitimité incontestable à nos formations. Grâce à ces atouts, la MMM peut développer une vision prospective, être une antenne, un véritable incubateur des nouvelles attentes des grandes marques. Nous attachons également beaucoup d'importance à nouer des partenariats. À titre d'exemple, nous avons récemment invité sur le site de l'Université Emmanuelle Favre, qui dirige les relations humaines de la marque Dior, ou encore des responsables de la marque HOM, avec lesquels nos étudiants ont mis en place un workshop dédié au retail. Ici encore, l'important est de faire intervenir des professionnels, qu'ils soient créatifs ou opérationnels, lesquels ouvrent les portes des marques à nos étudiants. Travailler main dans la main avec des professionnels au cœur du secteur et, notamment, avec les directions des ressources humaines des grandes marques, contribue à ce que notre cursus affiche un taux d'insertion professionnelle de 95% à l'issue de sa licence et de ses masters.

CL : Pouvez-vous nous parler des projets de développement de la MMM ?

AV : Parce que nous sommes en mesure d'anticiper les besoins du secteur, nous réfléchissons aujourd'hui à proposer des formations complémentaires à la licence et aux masters au sein d'Aix-Marseille Université, axées sur les nouveaux métiers dont nous parlions tout à l'heure. Ces nouveaux modules diplômants, qui fonctionneraient sur le modèle anglo-saxon des matières « majeures » et « mineures », pourront représenter une vraie valeur ajoutée sur le CV des étudiants. Enfin, avec Aurélie Kessous, la nouvelle directrice du Master, nous travaillons à lancer une chaire, consacrée à la mode et à la RSE (responsabilité sociale et environnementale), un domaine qui correspond à une préoccupation de plus en plus forte des consommateurs, notamment des millennials. L'essentiel est que l'Université ne se contente pas d'un enseignement théorique et qu'elle accorde une plus large place à l'aspect opérationnel des métiers auxquels elle prépare ses étudiants.



23.07.2018

Externalisation: Paul Boyé va gérer l'habillement des policiers et celui des gendarmes

Exit Inéo Support Global qui détenait ce marché depuis 2013

[Paul Boyé Technologies](#) vient de remporter le nouveau marché d'externalisation de la fonction habillement du ministère de l'Intérieur, un marché d'une valeur de 248 millions d'euros sur 4 ans. En fait, le marché a été attribué à un groupement formé par Paul Boyé Technologies et Calberson Sud-Ouest (groupe Geodis).

[Titulaire du marché actuel de gestion de la fonction habillement](#) de la gendarmerie nationale depuis 2011 (reconduit en 2014), Paul Boyé technologies ajoute désormais à son activité celle de la gestion de la fonction habillement de la police.

Ce nouveau marché porte à 270 000 hommes et femmes l'effectif qui sera habillé chaque année par la société toulousaine. Ce qui devrait concourir à une augmentation de son chiffre d'affaires de l'ordre de 25 à 30%. Paul Boyé Technologies, qui emploie 243 salariés près de Toulouse, annonce la création d'une trentaine d'emplois supplémentaires.

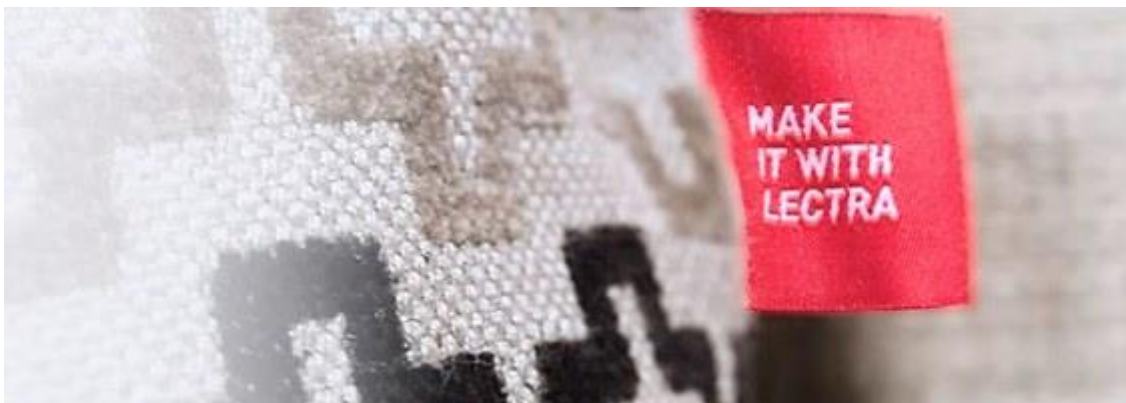
Jacques Boyé, Président de la société, a déclaré à [Occitanie Tribune](#):

"Je me réjouis de cette victoire. C'est une décision exemplaire du Ministère de l'Intérieur qui a fait le choix de retenir un industriel français de la filière textile habillement face à la concurrence d'intégrateurs dont la spécialité dans le marché de l'énergie (eau, gaz, électricité) est très éloignée du savoir-faire de la fabrication et de la distribution d'habillement administratif et militaire. Les détails des notes attribuées pour la sélection du lauréat, révélées dans le cadre d'une procédure de référé précontractuel engagée par les candidats évincés, ont démontré que le marché avait été attribué au MIEUX disant et non au moins disant. Le critère prix intervenant pour 60% et la qualité technique de la prestation pour 40% dans le calcul de la note d'attribution. C'est une véritable victoire pour l'industrie française de la filière textile habillement ! Depuis quelques années, nous nous retrouvons en effet confrontés à la concurrence d'entreprises dont le cœur de métier est très éloigné de notre activité, et qui se positionnent principalement avec des produits d'importation."

Lectra s'envole grâce à un deuxième trimestre bien meilleur

INVESTIR.FR | LE 26/07/18 A 16:47 | MIS A JOUR LE 27/07/18 A 10:56

Après un début d'année décevant, l'activité a connu une accélération au deuxième trimestre, ce qui permet au titre de bondir de plus de 10 %. Les frictions commerciales et leur impact sur le marché des changes ont toutefois laissé une trace sur les comptes du groupe.



Lectra s'envole grâce à un deuxième trimestre bien meilleur | Crédits photo : lectra.com

« *Pris isolément, le deuxième trimestre a été bon, voire très bon* ». Le PDG de Lectra, qui n'avait pas caché sa déception à la fin du mois de mars, avoue ouvertement être très satisfait aujourd'hui même si, il le concède, « *ce trimestre ne rattrape que partiellement* » le précédent. La Bourse est, elle aussi, rassurée : le titre du spécialiste des machines pour la découpe de tissus, de cuir et de textiles techniques s'envole de 12 % en début d'après-midi, à 20,30 euros, soit sa meilleure performance depuis octobre 2010.

Alors qu'il était en baisse de 3,3 % à fin mars, le chiffre d'affaires de Lectra a augmenté de 5,8 % au deuxième trimestre, établissant à 1,2 % la progression sur le semestre, soit 140,2 millions d'euros. Le résultat opérationnel a suivi, gagnant 7,7 % entre avril et juin, contre une chute de 23,4 % à l'issue du premier trimestre. Sur six mois, le bénéfice recule donc de 8,1 %, à 17 millions. Cette contre-performance s'explique par l'effet défavorable des taux de change. « *La forte hausse de l'euro, par rapport à la grande majorité des devises, a eu un impact mécanique négatif important sur les résultats du premier semestre. Elle se traduit par une diminution de 7 millions d'euros (- 5 %) du chiffre d'affaires et de 3,9 millions d'euros (- 18 %) du résultat opérationnel, dans les chiffres exprimés à données réelles, par rapport à ceux établis à données comparables* », détaille Lectra, qui précise être « *couvert à 100 % du bilan, mais pas sur les flux futurs.* » A données comparables, les facturations ont augmenté de 6 % et le bénéfice opérationnel de 13 % à fin juin.

PUBLICITÉ

[inRead](#), invented by Teads

L'imprévisible Trump

Les variations des changes reflètent les tensions commerciales entre les [Etats-Unis](#) et le reste du monde. Les dernières déclarations du président américain [Donald Trump](#), disposé, semble-t-il, à mettre de l'eau dans son vin ne sont pas pour convaincre Daniel Harari. « *Son imprévisibilité est perturbante*, pointe-t-il. *Nous sommes toujours chahutés par les propos de l'administration américaine sur les droits de douane susceptibles de frapper les voitures européennes et les vêtements chinois. Par exemple, certains clients ont signé un accord avec nous, puis envoyé le bon de commandes mais n'ont ensuite pas envoyé d'acompte. C'est le signe que les états-majors bloquent.* » Tout est en suspens en [Chine](#), aux Etats-Unis et en Europe, mais tout n'est pas perdu. Ainsi, les commandes de nouveaux systèmes dans l'automobile, qui avaient chuté de 55 % au premier trimestre, ne sont en baisse que de 15 % sur six mois, signe qu'il y a eu un rebond au deuxième trimestre. Dans la mode et l'habillement, les commandes sont hausses de 9 % à fin juin et de 16 % dans les autres industries, sachant qu'elles ont diminué de 7 % dans l'ameublement.

Pour la suite de l'année, le flou persiste mais Lectra confirme néanmoins sa prévision d'une hausse de 7 % à 15 % de son résultat opérationnel courant à données comparables – objectif sur lequel il est en avance à mi-parcours – et ajuste sa perspective de chiffre d'affaires, qui passe d'une hausse comprise entre 6 % à 10 % à une nouvelle fourchette allant de 5 % à 9 %, car, comme l'indique la direction, « *les clients ont souhaité une livraison plus rapide pour certaines machines.* »

Fort d'une trésorerie de 87 millions d'euros, Lectra n'exclut pas de réaliser des acquisitions. « *Nous avons fait le gros dos au deuxième trimestre, mais nous sommes plus sereins au vu des résultats à fin juin*, affirme Daniel Harari. *Nous reprenons nos réflexions sur de potentielles acquisitions. Nous avons déjà fait un travail de repérage et ciblage.* » A suivre...

PUBLICITÉ

Last Updated : Jul 26, 2018 06:05 PM IST | Source: PTI

Fabric prices to drop post GST cut; will make garment exports

The GST Council also simplified the tax filing for 93 percent of the assesses by raising the annual turnover threshold under which businesses can file quarterly returns from Rs 1.5 crore to Rs 5 crore.



The Cotton Textiles Export Promotion Council (Texprocil) today said fabrics price will come down, subsequently making exports of made ups and garments competitive following GST council's decision to cut GST rates on certain textile items.

Last week, the GST Council has reduced the rates on certain textiles items like chenille fabrics, handmade lace, hand-woven tapestries, hand-made braids and

ornamental trimming in the piece, handmade carpets and other handmade textile floor coverings from 12 percent to 5 percent.

"The decisions taken by the GST Council to cut rates are in the right direction which will promote growth of the textiles sector. A very significant decision taken by the GST Council is to provide refund of accumulated input tax credit on account of the inverted duty structure to the fabrics manufacturers,"

Texprocil chairman Ujwal Lahoti said in a statement here.

This move will certainly lead to reduction in the prices of fabrics which in turn will make made ups and garments competitive in the export markets, Lahoti said.

The GST Council's move will go a long way in the growth and development of the textiles sector and will make India a global trading hub for fabrics, he added.

According to Lahoti, the reduction in the GST rates will give a boost to the SME sector as these products are mainly manufactured in this sector.

The GST Council also simplified the tax filing for 93 percent of the assesses by raising the annual turnover threshold under which businesses can file quarterly returns from Rs 1.5 crore to Rs 5 crore. Certain decisions have been taken which will lead to procedural simplifications. Another significant change was the deferment of the reverse charge mechanism till September 2019.

Lahoti mentioned that there are some areas, which needs to be addressed such as the refund of input tax credits related to capital goods on exports, payment of IGST on exports in the case of domestic procurements under deemed exports, and refund of transitional credits on exports.

The Texprocil chairman said if these issues are also addressed, most of the problems faced by the textiles sector will get resolved.

18 juillet 2018

TEXTILE : LES ENSEIGNES LOCALES PREPARENT UNE NOUVELLE RIPOSTE CONTRE LES PRODUITS TURCS



L'impact des droits de douane sur le marché intérieur est annulé par la forte dépréciation de la livre turque. Les exportateurs sont malmenés sur le marché européen par la sous-traitance turque devenue moins chère pour les donneurs d'ordre.

La restauration en janvier dernier des droits de douane maximum de 22,5% sur les importations de prêt-à-porter turc n'a pas eu l'effet escompté. «Et pour cause, la dépréciation de la livre turque de 20% depuis 6 mois, et de 35% depuis un an, a annihilé l'impact de ces droits. Pire encore, elle a ralenti la progression des exportations de textile vers nos marchés émetteurs », déclare Mohamed Tazi, directeur général de l'Association marocaine des industries de textile et d'habillement (Amith). D'après les chiffres provisoires de l'Office des changes, l'évolution des exportations de vêtements confectionnés n'est que de 1,7% à fin mai 2018 et celle relative aux articles de bonneterie est de 4,2% grâce notamment au fast-fashion. Le rythme est beaucoup moins soutenu que durant la même période de l'année précédente.

«Les donneurs d'ordre européens s'orientent vers la Turquie encouragés par la baisse de la livre face à l'euro. Même les producteurs portugais de textile dont la progression des exportations de textile et de maille sur les 5 à 10 dernières années était à deux chiffres ont connu pour la

première fois une baisse de 7% à fin mai 2018. La concurrence turque n'y est pas étrangère », renchérit M. Tazi. La Tunisie, dont la monnaie s'affaiblit (-10% en un an), a fini, elle aussi, par relever le rythme de ses exportations.

De mauvaises pratiques pointées du doigt

Sur le marché local, au-delà des importations massives de textile turque, les franchises du même pays continuent leur expansion. La franchise LC Waikiki a ouvert 34 magasins au Maroc. Elle s'installe aujourd'hui dans le très huppé boulevard Al Massira Al Khadra dans l'ancien immeuble occupé par la marque espagnole Mango. « Aucun centre commercial qui ouvre dans le pays n'échappe à l'ouverture de magasins d'enseignes turques de textile. La superficie occupée par LC Waikiki atteint très souvent 800 m². Le gouvernement turc paie le loyer du magasin pendant 3 ans », déclare Said Benabdeljalil, président de Blue Bird, détenteur de la marque Flou by Shadia, sous-traitant pour des marques internationales et directeur du pôle développement et innovation de l'Amith.

Et pour contrecarrer l'agressivité commerciale turque et dévoiler les mauvaises pratiques (du prêt-à-porter fabriqué en Chine et au Bangladesh serait vendu, d'après les professionnels, dans les enseignes turques étiquetées made in Turkey), 13 franchises marocaines et étrangères (européennes) se sont réunies au siège de Folly Fashion (Marwa) il y a deux mois. « Parmi ceux qui composent ce groupe de travail, on peut citer les propriétaires des marques Marwa, Diamantine, Flou, Shana et Kiabi. L'objectif est de créer une concurrence loyale entre les marques présentes dans le marché marocain », résume M. Benabdeljalil.

Garment factories shutter on rising wages, land leases

[THIHA KO KO](#) 24 JUL 2018



*Rising wages for factory workers are among the reasons investors are leaving the country.
Photo - EPA*

A total of 14 factories in Yangon's industrial zones may cease operations within the next two months due to the rising cost of land and employees. Most of the factories are run by garment manufacturers.

The shuttering of the factories could leave over 3000 jobless, said Daw Sandar Min, regional representative in Yangon and chair of the Finance, Planning and Economic Affairs Committee under the Yangon regional Hluttaw.

“We will meet with the businesses from the Yangon industrial zones to learn why they want to shut down, as the consequences will have a large impact on the economy on the micro level,” Daw Sandar Min said.

U Myint Soe, chair of Myanmar Garment Manufacturers Association, reckons the main reason garment investors are throwing in the towel is rising production costs, particularly wages.

Earlier this year, the National Committee for the Minimum Wage set the country’s daily minimum wage at K4800 (US\$3.60) or K600 per hour for an eight-hour day despite objections from both labour and employers. This is up by more than 30percent from K3600 before.

Myanmar’s low level of wages is among the top reasons foreign manufacturers choose to set up base in the country. Now that the minimum wage has risen though, “I see that many businessmen, including the locals, are thinking twice before investing in manufacturing-intensive sectors like garments,” U Myint Soe said.

Rising land costs are also a problem. During her recent visits with six garment factories, Daw Khine Zar Aung, chair of the Industrial Workers Federation of Myanmar (IWF), said some manufacturers have been forced to move out of the industrial zones as a result of rising land leases.

“The garment industry is under pressure from having to raise the minimum wage. At the same time, productivity, which is already lower than other countries in the region, has not improved. As a result, many garment businesses no longer want to operate here,” said U Myint Soe.

Seduno (Myanmar) Fashion Company, which is run by a Chinese investor, is a recent example. Earlier this month, the firm closed its factory citing low production, the inability to export in time, rising land and factory rentals and higher minimum wages as the main reasons for ceasing operations.

Foreign investments

As a whole though, foreign direct investments in garment manufacturing are still looking robust. According to data provided by the Directorate of Investment and Company Administration and Ministry of Commerce, foreign direct investments into the manufacturing sector are the third highest in Myanmar.

Manufacturing in Myanmar mainly consists of garments, which represents the country's second largest export. In 2016-17, the industry exported garments worth some \$2.2 billion.

According to Myanmar Garment Manufacturers Association, there are 400 garment factories including over 170 run by foreigners. Over 60 pc of these investors are Chinese. Myanmar-produced garments are mainly exported to Japan, EU, South Korea, US and back to China.

And, with trade tensions rising between China and the US, financial experts and industry watchers in Myanmar are now expecting the Chinese to move more production activities into the country, resulting in more Chinese factories opening up in Myanmar.

A post mortem of Nepal's garment boom

Mallika Shakya's new book 'Death of an Industry' holds important lessons for the country's trade

Sewa Bhattarai [July 27, 2018](#)



Photos: Bikram Rai

After the 1990 restoration of democracy, and at the cusp of a new millennium, globalisation arrived in Nepal with a bang. Call centres catering to international clients sprang up, travel and tourism boomed, Nepalis started migrating overseas for work, and made-in-Nepal carpets, garments and pashminas started being exported all over the world. Weavers, tailors and workers needed for the factories flocked to Kathmandu Valley, feeding its rapid urbanisation.

Nepal seemed to be living the prediction of Francis Fukuyama, who declared capitalism to be the end of history. It was also the end of geography.

But Fukuyama was proven wrong, the global economy was hit by multiple economic crises and recessions, and Nepal's export market collapsed. In her book *Death of an Industry*, Mallika Shakya traces the history of the rise and fall of Nepal's garment industry.

It all started in 1974 with the American Multi-Fiber Arrangement (MFA) which allocated quotas to garment imports from developing nations. Its actual intent was to protect its domestic industry, but it suited Nepal well and a garment manufacturing industry materialised almost overnight, becoming the country's fourth-largest export at one point.

When the MFA finally lapsed in 2004, Nepal's garment industry collapsed. Shakya takes issue with how this demise was considered natural, even inevitable, by the state, and how workers were left to fend for themselves. Most opted to migrate to the Persian Gulf, fuelling another industry.

'The state felt well grounded, technically in its assertion that the industry collapsed because it could not compete in the global market. It was felt that if it was not good enough, it did not deserve to live, and the state felt legitimacy in ignoring the plight of millions employed by the industry,' Shakya writes.

For Shakya, the garment saga epitomises 'the hegemony of neoliberalism', which became mainstream in Nepal in the 1980s with World Bank's Structural Adjustment Program (SAP), and after 1990 with the free market principles.

An industry once made up of 1,200 firms now has only 50, and survives on orders that have no other takers. Apparel exports from China, India and Bangladesh flourished even after the MFA because cheap labour made them more competitive. Nepal's products were up to 30% more expensive in comparison.

However, for Chandi Prasad Aryal of the Garment Association of Nepal, it was not just a question of free market competition. "We need state support to make our products competitive in the world market.

Governments in India and China give 11-16% export subsidies to garments, and that makes their products cheaper. Without that, our products will always be more expensive,” he explained.

Avinash Gupta, an apparel-industry researcher with Kathmandu based think tank SAWTEE, agrees that countries like Bangladesh benefitted from state support. “There was credible effort from the state through duty refunds, tax concessions, back to back Letter of Credits, bonded warehouse, training trips among others,” he says. “No manufacturing sector in the world has expanded without technological learning, and this almost always has been a function of industrial policies.”

History also shows that industries have not developed with just a laissez-faire policy, and the state always has a role to play in industrialisation of now-developed countries like Korea, China and Taiwan. In Nepal though, the garment and carpet industries went through boom and bust cycles, but were left to fend for themselves.

“In our neighbouring countries, such industries get state support in the form of land on lease and bank loans at low rates. Such support, and economic diplomacy to secure the right of seaport access for a landlocked country are necessary to make us competitive,” says Ram Bahadur Gurung of the Central Carpet Industries Association Nepal.

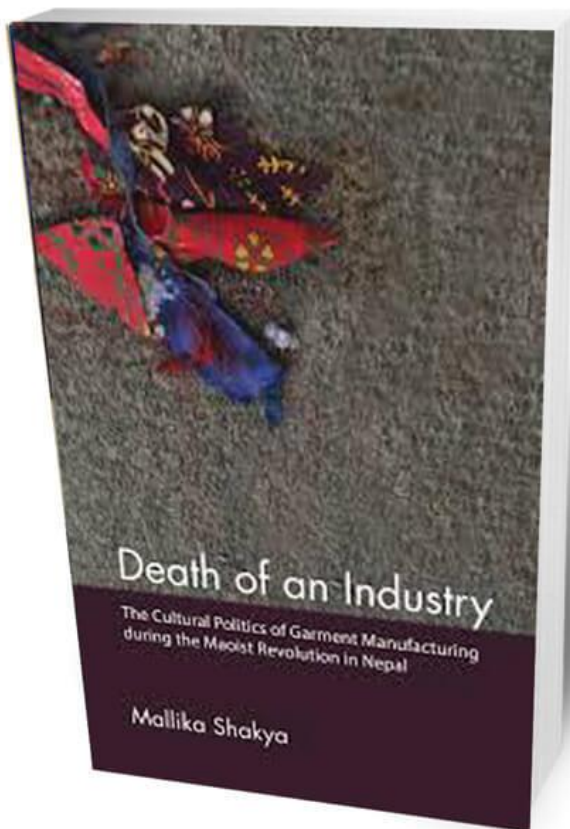
Nepal’s pashmina export is another industry that boomed, then collapsed. It is still relatively well placed with its trademarks registered in 47 countries, but struggles to raise annual sales above Rs5 billion.

“Our sales are based on fashion, and we cannot predict the ebb and flow of fashion in our markets. The state needs to help us send our young designers abroad to study, so that we are able to break into the design sector,” says Durga Bikram Thapa of the [Nepal Pashmina Industries Association](#).

In her book, Shakya cites how one garment factory tried to climb the supply chain hierarchy by sending a young scion abroad to study design. He realised that gauging global fashion trends set by a handful of influential European designers was beyond him, and declared his years of learning wasted. That is still the case in Nepal’s garment industry, where the design, size or fabric are all decided beforehand.

Workers in Nepal's garment industry were desperate enough to accept extremely low pay for arranging cut cloth, sewing the main body or the hands or the neck parts, quality checking by measuring against the size specifications as much as six times, and cutting the extra threads off the finished product. Shakya calls this the 'penultimate satanic mill of faceless proletarianisation'.

Workers had no creative inputs, no share of the profits, and their highly specialised skills were useless elsewhere. So, they had nothing to fall back on when the industry collapsed and western buyers simply gathered up their profits and took their orders elsewhere. They had no inkling as to why the industry came and went, or how it left Nepal's environment polluted and increased urban poverty.



Shakya returns to this theme of the [helplessness of the Global South](#) again and again in her book. Nepal is small fry on the world stage with no clout in matters affecting its citizens. Even while the US government and the World Trade Organisation decided the MFA's time was up, factory owners in Nepal fell back on fatalism and conducted religious rituals to ward off the curse.

Nepali businessmen did try to lobby for an MFA extension, but could not even find someone to table the bill in the US Congress. After the Rana Plaza collapse in

2013 in Bangladesh in which nearly 3,000 workers were killed, all of South Asia suffered from the negative western media coverage of exploited workers in dangerous sweat shops. The international media fell back on an orientalist view to blame lax building standards and corruption, ignoring that it was the end of the MFA had forced countries to be competitive by cutting corners.

Shakya denies her book is angry or pessimistic in tone, and says she offers alternatives. Since the garment export business was created by global economic factors, the feeling here was that it was beyond Nepal's control. Hence, its loss meant nothing to Nepal. Although the industry initially attracted Indian investors using Nepal's quotas, over time the factories were populated by Nepal's poor, and owned by Nepalis – and they suffered when the MFA lapsed. The alternative to this outlook, Shakya says, lies in policies that take 'human economy' into account, where the welfare of workers is priority.

Nepal's prolonged political transition is now replaced with ruling Communists who have promised economic prosperity through political stability. The country's planners should read Shakya's book to learn lessons from the recent past – the main one being finding alternatives to pervasive global neoliberalism that she says has done more harm than good to Nepal.

Asked what she hopes her book can achieve, Shakya told us: "Agencies like the WTO, World Bank and countries like the US are powerful, but the bigger problem is our own lack of imagination, in believing in the supremacy of market forces over state regulation, competitiveness over social justice. It is about time we in Nepal questioned the hegemony of neoliberalism in global economic policies."



Difficultés dans les secteurs du cuir et du textile : L'UTICA veut une rencontre avec Youssef Chahed

24 juillet 2018
Par : Redaction

Une réunion conjointe s'est tenue dans l'après-midi du lundi 23 juillet au siège de l'UTICA entre les membres de la Fédération nationale du cuir et chaussures et leurs homologues du textile et de l'habillement, pour débattre des problèmes des professionnels dans ces deux secteurs.

Selon un communiqué publié par l'UTICA, mardi 24 juillet, le président de la Fédération nationale du cuir et chaussures, Akram Belhaj, a affirmé que le ministère du Commerce évite de rencontrer les professionnels et de se pencher sur les difficultés que rencontrent ce secteur dont essentiellement, l'application de la loi relative à l'interdiction de l'importation des chaussures de fripe et la lutte contre l'inondation du marché de produits contrefaits, du fait de l'absence de contrôle et du non-respect de la loi.

Il a saisi cette occasion pour appeler à l'arrêt de l'hémorragie des importations des marchandises, alors que le pays souffre d'un déficit de la balance commerciale.

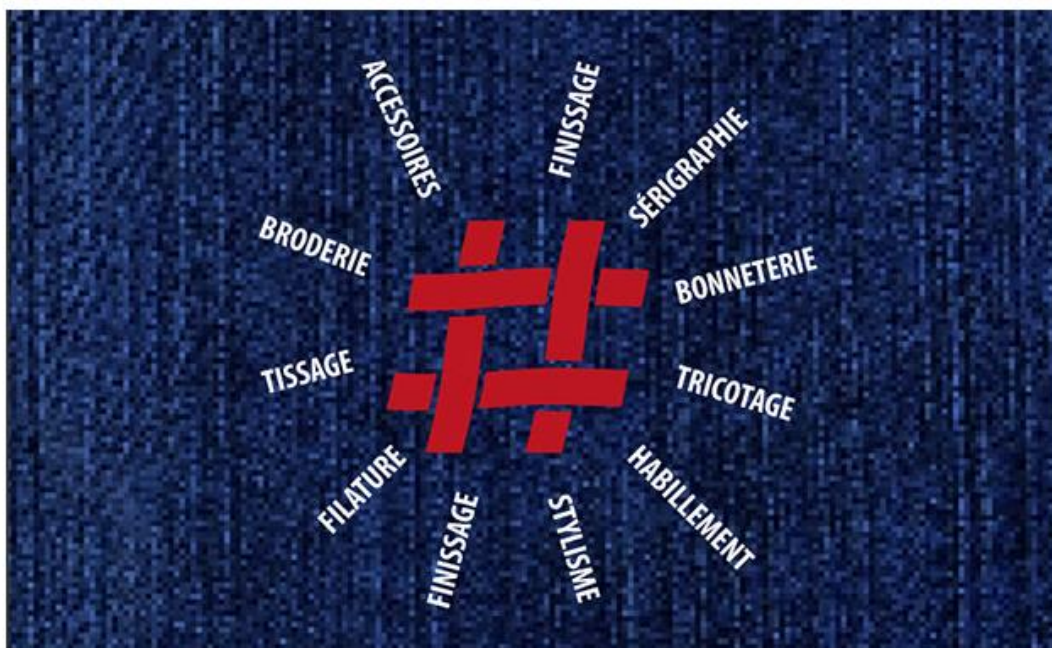
De son côté, le président de la Fédération nationale du textile et de l'habillement, Hosni Boufaden, a souligné la nécessité de vérifier les déclarations en douane lors de l'entrée des marchandises et d'avoir recours aux laboratoires de sécurité sanitaire relevant du centre technique du textile et de l'habillement (CETTEX).

Il a également demandé l'activation des lois relatives à la limitation des importations et l'impulsion des exportations et à appliquer la loi concernant le secteur de la fripe.

Le vice-président de l'UTICA, Hichem Elloumi, a indiqué qu'une demande sera faite pour la tenue d'une réunion avec le chef du gouvernement en présence des ministères concernés, pour exposer les préoccupations des professionnels afin de préserver le tissu industriel national et protéger les emplois dans les secteurs du cuir et chaussures et du textile et de l'habillement.

Patronat : Les industriels du textile et du cuir de Sfax haussent le ton

25 Jul 2018 | 8:15 ECONOMIE, Tunisie



Les industriels du textile et habillement et du cuir et chaussure menacent d'entamer une série de protestations pour peu que leurs revendications ne trouvent pas d'écho auprès de l'administration, notamment, en ce qui concerne l'application stricte de la réglementation qui régit leur activité.

Lors de leurs récentes réunions, ces derniers jours, au siège de l'Union régionale de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (Urica) de Sfax et de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (Utica), à Tunis, ils ont lancé un appel au président de la centrale patronale Samir Majoul pour qu'il soit à l'écoute de leurs préoccupations, crée une cellule de crise pour suivre l'évolution de leur situation et mette la pression sur le gouvernement afin de trouver des solutions en urgence à leur activité qu'ils qualifient de «*sinistrée*».

Concrètement, les textiliens et industriels du cuir et chaussure déplorent l'harcèlement fiscal qu'ils subissent par l'effet des lois de finances successives et la concurrence déloyale que leur livrent les fripiers du textile et du cuir et chaussure.

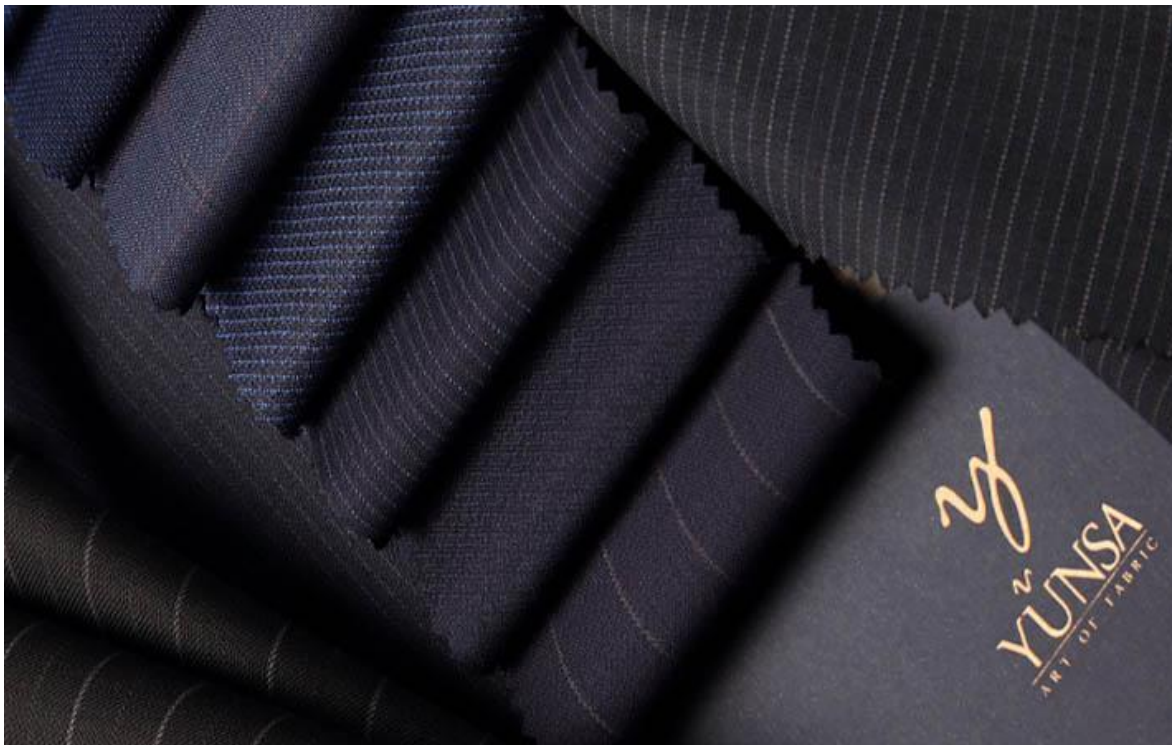
Ils dénoncent, particulièrement, la violation par les fripiers du cuir et chaussure de la loi qui interdit l'importation de ces articles en raison de leur impact négatif sur la santé des gens.

Au rayon des recommandations, ils suggèrent d'appliquer le mécanisme de la compensation industrielle et d'exiger des fripiers de lier les quantités de fripes importées aux quantités de produits exportés et d'exonérer des droits de douane les matières premières et additifs de cuir et chaussure qui n'ont pas leur équivalent en Tunisie.

Khémaies Krimi

Yunsa one of the most valuable Turkish brands: Report

22 Jul '18



Courtesy: Yunsa

Yunsa, the biggest integrated high segment of worsted fabric manufacturer of Turkey and Europe, broke a record with a TL 199 million (approximately \$41 million) revenue in 2017, recording an increase of 19 per cent, according to a recent [report](#). The company has also been included in the list of the 100 most valuable Turkish brands by Brand Finance.

Yunsa is ranked 312th with 199 million export revenues on the Turkey Exporters Assembly (TIM) 2017 Top 1000 Exporter Companies survey.

"Today, we are exporting to more countries, offering more than 400 products to our customers. In Turkey, we carry out 70 per cent of the exports in our sector. Export consists 2/3 of our annual turnover and we meet about 5 per cent of the world total worsted market. As Yunsa, in the last 5 years, we exported products worth TL 906 million to the international market. Today, we are one of the five largest high-segment worsted fabric exporters in the world with our production capacity, and we are doing business with many international brands," said Nuri Refik Duzgoren, general manager of Yunsa.

Yunsa strengthened its success in exports with brand value. In a newly released survey by the international brand rating agency, Brand Finance, where it rated the brands operating in Turkey in the automotive, finance, energy and many other industries, Yunsa improved its brand strength from 'BBB' to 'A' and has been registered as one of the most valuable brands in Turkey, said the company in a press release.

"The [textile](#) sector is a challenging one compared to the other sectors in Turkey and in the world in terms of changing dynamics, production process and raw material supply. We produce high-segment products in this sector. We manage our financial and operational processes with the right strategy. We have a large customer portfolio including global brands; we are successful in exports, which is an important factor that increases our brand value," added Duzgoren.

"With the support of Sabanci Holding, to which we are affiliated, and our way of doing business and experience, we are proud of being one of Turkey's most valuable brands. We created a healthy structure by managing our restructuring process in a controlled manner. With our collection for intercontinental fashion trends and customer expectations, solution-oriented approach and innovative products in line with our global leadership goal, we are the biggest integrated high-segment worsted fabric manufacturer in Turkey and in Europe under a single roof," continued Duzgoren.

Yunsa supplies fabric to a number of global leading brands in the world and exports to more than 50 countries. (KD)

July 25, 2018

AAFA CEO Applauds Decision to Hold Talks to Remove New and Existing Trade Barriers

July 25, 2018 | WASHINGTON, D.C.

American Apparel & Footwear Association President and CEO Rick

Helfenbein applauded the announcement that the U.S. and EU will hold talks to “work toward zero tariffs, zero non-tariff barriers and zero subsidies,” as announced by President Donald Trump during a joint press conference today with President Jean-Claude Juncker.

“This is certainly a step in the right direction,” said Helfenbein. “After months of working in an unstable business environment, we are glad to hear that our nation will resume civilized conversation with some of our closest trading partners, and that threats of new and additional tariffs will not be issued during these negotiations. Of course, if these trade barriers are removed, it would be a boon for Made in USA.

“At the same time, they have yet to resolve the retaliatory tariffs that affect our industry, and it is critically important to remember that the administration has developed some serious contentious relations with other trading nations which remain unresolved, including with our top three trading partners – China, Canada, and Mexico. Wherever punitive tariffs on U.S. imports remain, and wherever there are still lingering threats, and wherever supply chains are forced to re-align, the American consumer will continue to foot the bill. Americans can expect inflation, they can expect prices to rise, they can expect sales to fall, and ultimately they can expect jobs to be lost while these threats persist.”

Textile-habillement : les exportations en 2018 devraient atteindre 35 milliards de dollars

MARDI 31 JUILLET 2018 - 11:11:04 IMPRIMER



Photo: VNA

Hanoï (VNA) – Les exportations nationales du textile-habillement pourraient s'élever à 18,5 milliards de dollars au deuxième semestre et à 35 milliards de dollars en 2018, soit 1 milliard de plus par rapport à l'objectif fixé au début de l'année.

C'est ce qu'a annoncé Cao Huy Hieu, directeur exécutif du groupe du textile et de l'habillement du Vietnam (Vinatex), lors d'une conférence de presse tenue lundi à Hanoï.

Cao Huy Hieu a appelé les entreprises de ce secteur à renforcer l'application des technologies 4.0, à chercher à attirer davantage d'investissements, à améliorer les compétences professionnelles de leurs ouvriers et à augmenter le taux d'ODM (Original Design Manufacturer), afin d'améliorer le taux de localisation et la valeur ajoutée de leurs produits.

Il a également insisté sur la nécessité d'établir des chaînes de production, de mieux exploiter le marché domestique, de développer de nouveaux labels et chaînes de distribution.

Le secteur du textile-habillement a réalisé un chiffre d'affaires à l'export de 16,5 milliards de dollars au premier semestre, soit une croissance de 16,49% en glissement annuel.

Les produits de l'habillement ont rapporté 12,86 milliards de dollars (+15,27%) et les tissus, 787 millions (+31,83%). Plusieurs autres produits ont également connu une forte croissance, tels que fibres (19%), géotextiles (11,8%) et accessoires (19,1%). - VNA

Vietnam – Pays-Bas: promotion du dialogue social dans le secteur du textile

11/07/2018 23:44

Un protocole d'accord concernant le projet trilatéral entre la Confédération générale du travail du Vietnam (CGTV), la Chambre de Commerce et d'Industrie du Vietnam (VCCI) et la fondation néerlandaise CNV International, sur la promotion du dialogue social et de la négociation collective dans le secteur du textile, a été signé mardi 10 juillet à Hanoi.



Le Vietnam s'intègre de plus en plus dans l'économie mondiale.

Photo: Danh Lam/VNA/CVN

En collaboration avec la CGTV et la VCCI, CNV International va mettre en oeuvre le projet entre 2018 et 2020 dans le cadre du programme de partenariat stratégique pour l'innovation de la chaîne d'approvisionnement du secteur du textile. Ce programme vise à améliorer les conditions de travail dans ce secteur, avec le soutien du ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas. Le Vietnam est l'un des huit pays à avoir mis en oeuvre ce projet.

"Le Vietnam s'intègre de plus en plus dans l'économie mondiale. Signant de nombreux accords de libre-échange de nouvelle génération, il doit satisfaire aux normes internationales du travail", a déclaré Mai Duc Chinh, vice-président de la CGTV.

Selon lui, de nombreux programmes visant à améliorer la qualité de la négociation collective ont été lancés. Outre la signature de nouvelles conventions collectives du travail, une bibliothèque

regroupant des dizaines de milliers de conventions collectives du travail d'entreprises a été mise en place.

Pour le secteur du textile, les États-Unis et l'Europe sont de grands importateurs avec des normes élevées. Les syndicats doivent toujours surveiller le respect des normes du travail au sein des entreprises.

"Avec le soutien du syndicat néerlandais, la CGTV redoublera ses efforts dans la promotion de la négociation collective", a ajouté Mai Duc Chinh.

Pour la première phase, le projet sera piloté dans un groupe d'entreprises dans le district de Van Lâm, province septentrionale de Hung Yên.

L'EVFTA bénéficiera aux entreprises européennes et vietnamiennes

28/07/2018 22:56

Le président de la Commission du commerce international (INTA) du Parlement européen, Bernd Lange, a déclaré qu'il espérait que l'Accord de libre-échange Union européenne - Vietnam (EVFTA) soit signé lors du Sommet Asie-Europe en octobre ou en novembre de cette année.

Lors d'un point presse tenu le 27 juillet à Hanoï, Bernd Lange, en visite de travail au Vietnam, a déclaré que l'EVFTA avait été enfin perfectionné après de nombreux efforts pour résoudre les problèmes techniques. Cet accord est maintenant prêt à être traduit en 24 langues officielles de l'Union européenne (UE) puis envoyé aux 28 pays membres pour un examen.



Le président de la Commission du commerce international (INTA) du Parlement européen, Bernd Lange (gauche), et le Premier ministre Nguyễn Xuân Phúc.

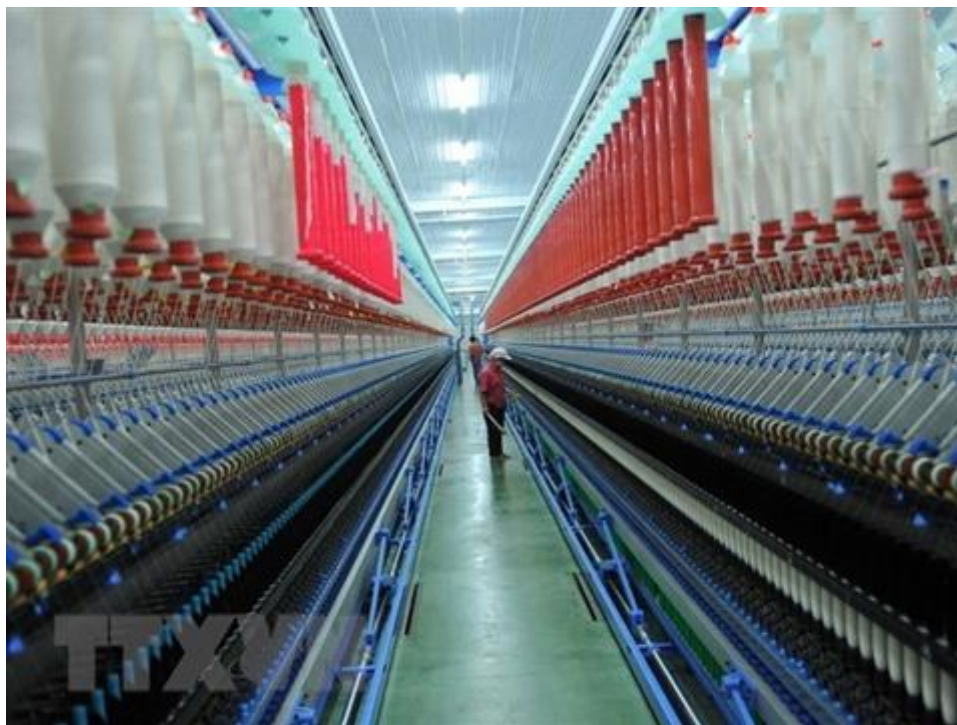
Photo: Thông Nhật/VNA/CVN

En ce qui concerne la ratification de l'accord, il a déclaré que ce serait la responsabilité des deux parties. La ratification sera terminée dans le cadre de ce mandat du Parlement européen, qui se terminera vers mars ou avril 2019, a-t-il ajouté.

Lors de sa visite au Vietnam, Bernd Lange a rencontré des dirigeants du gouvernement vietnamien

pour discuter des questions telles que la réforme du Code du travail et les amendements de la Loi du syndicat.

Les deux parties doivent s'efforcer de résoudre les problèmes en suspens jusqu'au moment où le Parlement européen examinera et ratifiera cet accord, a-t-il précisé.



L'Accord de libre-échange Union européenne - Vietnam (EVFTA) bénéficiera aux deux parties.

Photo: VNA/CVN

L'EVFTA bénéficiera aux entreprises européennes comme vietnamiennes, soutenant aussi le développement des deux parties pour le long terme, a affirmé Bernd Lange.

Il s'est déclaré impressionné par la croissance économique stable du Vietnam, avec un taux de croissance moyen du PIB de plus de 6%.

Cet accord offrira au Vietnam l'opportunité d'avoir accès au marché de l'UE et d'attirer plus d'investissements directs étrangers de l'UE. Le Vietnam devrait relever certains défis, notamment la sensibilisation des entreprises, en particulier les PME, sur les avantages de cet accord. Il faut les soutenir dans l'amélioration de leur compétence.